

**Dans deux semaines, les 25, 26 et 27 mai,
à Presles dans le Val-d'Oise, p. 19 20
Fête de Lutte Ouvrière et de la
Ligue Communiste Révolutionnaire**

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 884 - 11 mai 1985 - prix : 6 F

Renault :

**les
travailleurs
face aux
menaces de
licenciement**

p. 13

NOUMEA :



**l'histoire
n'a rien appris
aux petits blancs**

**8 mai 1945 : LA FIN DU NAZISME, PAS CELLE
DE LA BARBARIE IMPERIALISTE**

p. 9, 10, 11 et 12

Dans le monde

- Page 6 :
— Argentine : « Les mères de la place, le peuple les embrasse ».
- Page 7 :
— Espagne : Reagan déplace les foules.
— Le gouvernement socialiste contre les travailleurs.
- Page 8 :
— Nigeria : le gouvernement s'en prend une fois encore aux travailleurs immigrés.
— Sénégal : après 25 ans d'indépendance.
- Pages 9 à 11 :
— 8 mai 1945 : la fin de la barbarie nazie, mais pas la fin de la barbarie impérialiste.
— Nos seuls ennemis sont les ennemis vivants.
- Page 12 :
— Ce que fut, malgré les amnésies du PCF, le 8 mai 1945 en Algérie.

En France

- Page 4 :
— En promotion ce mois-ci : François Léotard.
— Au nom du père... mais pas celui de la mère.
- Page 5 :
— Prisons : encore la révolte.
- Page 14 :
— RVI Vénissieux : la direction cherche à rentabiliser l'entreprise... sur le dos des travailleurs.
- Page 15 :
— Air-France Orly-Nord ; Cycles Peugeot.
- Page 16 :
— Accident mortel à Vallourec Montbard.
— Téléphonie : les branchés du profit.
- Page 17 :
— Hôpitaux : la rigueur aurait du bon.
— Motorola ; CRAM Rouen ; Cézus Jarrie.
- Pages 19 et 20 :
— La fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.
— Le programme des spectacles, concerts, débats et expositions.

Loisirs

- Page 18 :
— Film : *Le thé au harem d'Archimède*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Paradis pour les riches enfer pour les pauvres

Combat Ouvrier (hebdomadaire trotskyste antillais), dans ses numéros des 27 avril et 4 mai 1985, relate le trafic des femmes qui aurait lieu dans ces paradis à plaisir pour touristes fortunés que sont les îles caraïbes.

« Vingt-huit femmes auraient trouvé la mort dans un container destiné au transport de marchandises, sur les docks de St-Martin. Cette information n'a toujours pas été confirmée, puisque les corps des victimes ont disparu. Ces femmes seraient des prostituées de nationalité dominicaine qui devaient être transportées illégalement à destination de St-Thomas, sur un bateau transportant normalement du matériel de foire de la Coney Island. Elles seraient mortes étouffées dans le container percé d'un seul trou, resté au soleil sur les docks pendant 4 jours.

Mais le mystère plane sur cette affaire. Les autorités de St-Thomas, île de l'archipel des îles Vierges américaines, démentent la mort de ces 28 personnes. L'enquête, si enquête il y a, reste secrète. Seul le propriétaire d'une boîte de nuit, qui semble directement impliqué dans le transport des containers, a été entendu par la police, puis relâché, après avoir dit que le bateau ne lui appartenait pas. Le bateau, lui, a disparu. (...)

Mais, quoi qu'il en soit, l'histoire de la mort de 28 prostituées de la République Dominicaine étouffées dans un container qui les transportait de St-Martin à St-Thomas est suffisamment dramatique pour que, même supposée, elle mette en lumière toute la pourriture de la société dans laquelle nous vivons.

La presse locale et internationale repart abondamment à ce propos du « trafic des femmes », autrement dit du trafic de la prostitution à partir de la République Dominicaine. Et ce qui rend ce drame malgré tout crédible c'est l'existence même, sous nos yeux, de dizaines de prostituées de République Dominicaine en Guadeloupe, en Martinique.

La presse bourgeoise souligne hypocritement que, à St-Martin, « la prostitution est autorisée dans la partie hollandaise ! Il y existerait 30 maisons closes dans lesquelles travailleraient 500 Dominicaines ». Des conteneurs feraient la navette régulièrement entre St-Martin et diverses îles de la Caraïbe pour « redistribuer » les prostituées en provenance de la République Dominicaine. Les journalistes de RCI ont affirmé que la police de St-Martin serait impliquée dans l'affaire, ainsi que certaines personnalités. Le gouvernement de la République Dominicaine réclame une enquête internationale ! Comme s'il ne savait rien de ce trafic !

Et une partie de la presse laisse penser que cela ne se serait pas passé dans la partie française ! Grand exemple de « pureté » ! Allons donc ! Il y a quelques années, une affaire de proxénétisme avait éclaté à Marigot (partie française) et l'on sait très bien que les quelques immenses fortunes bâties là-bas ne l'ont pas été à

force de scrupuleuse et laborieuse épargne de quelques acharnés du travail honnête... La presse a cependant admis peu après que le conteneur aurait pu partir de la partie française !

De toute façon, il n'est un secret pour personne que les trafiquants de toute sorte, proxénètes, contrebandiers, gangsters du jeu, pullulent à St-Martin et dans les îles avoisinantes. Les facilités fiscales permettent aux trafiquants et capitalistes américains de profiter largement de la situation. Aussi cette pègre va-t-elle du minable petit passeur au requin de la finance. Ce n'est pas pour rien que, depuis quelques années, les capitalistes américains envahissent les îles de St-Martin et de St-Barth, les îles Vierges et beaucoup d'autres.

De Curaçao aux Bahamas, les Antilles sont, à part Cuba, de petits pavillons de chasse (aux dollars) pour quelques capitalistes américains et, dans une moindre mesure, pour leurs confrères français et britanniques. Ce sont eux qui font main basse sur l'économie de toute la région et c'est l'exploitation impérialiste qui est à la source de toute la misère et la corruption qui règnent dans nos pays.

L'impérialisme a réduit des pays comme St-Domingue ou Haïti à l'état de misère effroyable. Le Fonds monétaire international (FMI) étouffe littéralement la population de St-Domingue en lui imposant des sacrifices inouïs pour que son gouvernement rembourse ses dettes. Et la prostitution n'est que la conséquence du fait qu'on affame un peuple. Mais il n'y a pas que St-Domingue. Il y a aussi Haïti, où la misère et la prostitution sont hautement développées.

Au-delà donc de ce qui est largement commenté par la presse comme un fait divers sensationnel, c'est tout le système de domination impérialiste qui règne sur nos pays qui est responsable de la misère et de la prostitution.

Ces îles de la Caraïbe, que l'on présente comme de « petits paradis » sur les

dépliants touristiques et qui le sont effectivement pour quelques riches qui peuvent se prévaloir de grandes villas, plages privées, propriétés immenses, voitures de luxe et domesticité qui va de pair avec tout cela, garden-parties au champagne, navigation de plaisance et autres plaisirs « réservés », ces îles sont par contre l'enfer pour une grande partie de la population.

Il suffit de quitter les quartiers résidentiels, ceux des grands hôtels luxueux, des ports de plaisance, pour à quelques mètres de là tomber dans le « ghetto ». Et là, dans des « cases » misérables, parfois sans eau ni électricité, où s'entassent des familles entières, là se multiplient la délinquance juvénile, le banditisme, là on sombre dans l'alcoolisme, la prostitution, la drogue qui, elle, a littéralement envahi la jeunesse des « ghettos ». Eh bien, il faut savoir que des ghettos comme Boissard, Cour Zamia, Blanchard, Carenage, il en existe à une échelle bien plus vaste encore dans toutes les îles de la Caraïbe.

La Dominique, tout près de nous, n'est qu'un immense « quartier pauvre ». Les 3/4 de la ville de Kingston (capitale de la Jamaïque) ne sont qu'un immense Boissard. A St-Martin, c'est le cas à Sandigoon (Sandy Ground), à 2 km des hôtels riches. Il en est ainsi partout dans la Caraïbe. Marijuana, prostitution, corruption des fonctionnaires, de la police, des hommes politiques, analphabétisme.

Pendant des siècles, les Noirs pauvres de la Caraïbe ont enrichi les grands pays capitalistes par le travail de la canne, en tant qu'esclaves et que travailleurs salariés. Depuis environ 20 ans les grandes sociétés sucrières ont entrepris de se retirer, laissant derrière elles des dizaines de milliers de chômeurs. Aujourd'hui, ce sont celles de la bauxite qui le font, après avoir pressé comme des fruits mûrs les travailleurs des Grandes Antilles, au nord.

D'autres multinationales, par contre, se maintiennent pour faire fructifier de juteux profits. D'autres cherchent à mettre leur argent à l'abri du fisc de leur pays. Antigue compte presque plus de banques que d'écoles. Partout dans la Caraïbe, le colonialisme a laissé des peuples misérables.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :
Prénom :
Adresse :
Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Nouméa : l'histoire n'a rien appris aux petits Blancs

AU moment où tous les hommes politiques, en tournée des cimetières, font semblant de se demander comment le racisme, l'antisémitisme ont pu prendre dans les années Quarante des proportions aussi monstrueuses, les petits Blancs colonialistes de Nouvelle-Calédonie, les quelque milliers de Ducon-Lajoie ou Dupont-Lafleur de Nouméa, en donnent une idée. Une toute petite, certes, à la mesure de leurs misérables privilèges de petits Blancs caldiches accrochés à un caillou plus aride que fécond, mais une idée tout de même.

Parce qu'une centaine de Kanaks indépendantistes s'étaient réunis sur une pelouse du centre de Nouméa pour réaffirmer leur aspiration à l'indépendance et dénoncer la volonté du gouvernement français de renforcer sa présence militaire sur l'archipel, Nouméa a connu plusieurs heures d'émeute. Nouméa a connu surtout le déchaînement de la haine raciale, la chasse aux Kanaks.

La presse a évoqué les ratonnades de la guerre d'Algérie, de sinistre mémoire, voire les lynchages de Noirs par les petits Blancs hystériques de la « grande Amérique ». On n'en est pas là évidemment. Tout est plus petit, tout est plus mesquin, jusqu'à présent du moins, en Nouvelle-Calédonie. Mais depuis plusieurs mois, les morts s'additionnent pourtant, et les blessés — les uns et les autres plus nombreux dans les rangs kanaks que dans les rangs caldiches. Ce mercredi 8 mai, c'est un jeune lycéen kanak qui est tombé sous les balles du fusil de chasse d'un Blanc.

Et cela, parce que quelques politiciens, comme Lafleur qui compte parmi les cinq plus riches du pays, de droite ou d'extrême-droite, ont choisi, à cause de leurs visées politiques en métropole, de spéculer sur l'imbécillité de quelques milliers de petits Blancs qui s'accrochent à leur style de vie colonial ou à leur statut de fonctionnaire amélioré, voire de ceux des Wallisiens ou des Futuniens qui croient bien à tort qu'étant presque Blancs, ils sont considérés comme des égaux par les métropolitains. Les petits, Blancs ou pas, ont quelques maigres privilèges par rapport aux Kanaks, mais ils sont surtout bêtes.

C'est eux qui vont tout perdre. Ils ne se rendent pas compte que, tout comme cela s'est passé en Algérie pour les Pieds-Noirs, la droite et l'extrême-droite spéculent sur la bêtise des petits, des humbles, pour en faire des troupes de choc contre les aspirations à l'indépendance de la population autochtone. La politique qu'on

Pour protester

Pour protester contre les violences de Nouméa, le comité FLNKS en France et l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak invitent à une manifestation :

**le lundi 13 mai 1985
à 18 h 30 à Paris
de la Nation à la République**

De nombreuses organisations politiques, dont le Parti Communiste Français, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière, et vraisemblablement des organisations syndicales, appellent à cette manifestation.

Nous demandons à nos lecteurs de la région parisienne d'y participer nombreux.

leur fait mener creuse un fossé entre les deux communautés, un fossé qu'ils remplissent de sang, ce qui rend impossible une éventuelle coexistence ultérieure dans le pays devenu indépendant. C'est cette politique-là qui rend la coexistence impossible, pas celle des nationalistes autochtones. Ni en Algérie, ni en Kanaky, les partisans de l'indépendance n'avaient au départ l'envie de rejeter ceux des membres de la population européenne qui vivaient de leur travail et de leur seul travail.

Car il y en avait, en Algérie, beaucoup. Et il y en a en Nouvelle-Calédonie. Ce sont eux qui vont tout perdre. Car, de toute façon, la Kanaky sera indépendante avant dix ans. Ce sera peut-être un gouvernement de droite, comme cela s'est fait pour presque toutes les autres colonies françaises, qui osera le faire, car la gauche est vraiment trop timorée pour cela. Mais cela se fera. C'est l'histoire autant que l'économie qui le veulent. Car les colonies en tant que telles n'intéressent plus les grandes sociétés financières et industrielles. Les colonies coûtent aujourd'hui plus cher aux Etats impérialistes qu'elles ne leur rapportent, et, tant qu'à faire de subventionner, les Etats impérialistes ont d'autres moyens de financer leurs trusts sans avoir à acheter la paix sociale en plus dans des pays en révolte. Alors, ce sont des Kanaks qui meurent aujourd'hui, mais ce sont les Caldiches qui sont condamnés.

Les Lafleur le savent. Ils le savent depuis longtemps. Cela fait déjà plusieurs années que Lafleur a vendu les dizaines de milliers d'hectares dont il était propriétaire (et qui ne sont plus rentables car les revenus de l'agriculture diminuent là-bas comme ici) à l'Etat français qui les lui a payés un bon prix. Et les capitaux qu'il a ainsi récupérés sont sûrement placés en dollars quelque part dans le monde, mais certainement ni en Nouvelle-Calédonie, ni en France.

Ces hommes-là, maintenant, se contentent d'avoir des ambitions politiques, et pour cela de se servir de la bêtise imbécile de tous les Dupont-quelque-chose, des antipodes ou d'ici.

Ces Dupont-quelque-chose des antipodes, nous allons d'ailleurs les récupérer d'ici quelques années, hargneux et aigris. Ils seront peut-être des troupes supplémentaires pour Le Pen. Regardons-les à la télévision, pour les reconnaître.

N'oublions pas cependant que la gendarmerie a récupéré le maximum de fusils de chasse qu'elle a pu trouver chez les Kanaks, mais qu'elle n'en a cherché aucun chez les Blancs caldiches. Rappelons-nous aussi que, parce qu'un jeune Blanc avait été tué et sous prétexte de protéger d'autres vies caldiches, Machoro et l'un de ses compagnons ont été abattus froidement par la gendarmerie alors qu'ils ne menaçaient personne.

Là, bien sûr, à Nouméa, les gendarmes n'ont pas tiré sur les gens armés et ne les ont pas non plus arrêtés... sans doute parce qu'ils regardaient du côté où les balles arrivaient, et pas d'où elles partaient.

C'est que le gouvernement socialiste n'est fort que contre les pauvres, les opprimés, les travailleurs. Mais contre les riches ou même contre la droite et l'extrême-droite, il est faible. Ne nous en étonnons pas : le gouvernement, c'est un paravent devant l'Etat. Sa couleur peut changer — en ce moment, il est rose — mais derrière le paravent, l'Etat est toujours le même et c'est celui de la bourgeoisie. Il est forcément faible contre les riches et fort contre les opprimés. C'est son rôle. Il est là pour ça.

Les travailleurs, eux, doivent savoir que ceux qui, dans les rues de Nouméa, parlaient de « casser du singe » sont leurs adversaires. Parce qu'ils représentent, à l'état pur, la bêtise malheureusement répandue, y compris ici, qui s'appelle le racisme. Bêtise qui nous amène à nous battre contre ceux qui sont plus pauvres ou aussi pauvres que nous, alors que nos véritables adversaires sont ceux qui nous manipulent.

Arlette LAGUILLER

Pour la libération de tous les prisonniers politiques en Guadeloupe et en Martinique

La Cour d'appel de Basse-Terre (Guadeloupe) a confirmé ou aggravé les condamnations prononcées au mois de février contre 9 militants indépendantistes.

Luc Reinette, fondateur du MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), a été condamné à 6 ans de prison — au lieu de 5 — pour avoir convoyé des armes. La peine de Henry Amédien, arrêté en même temps que lui (5 ans d'emprisonnement), a été confirmée.

Condamné d'autre part à 7 ans de prison pour sa participation à l'attentat qui avait fait 23 blessés le 14 novembre 1983 à la préfecture de Basse-Terre, Reinette a vu cette peine passer en appel à 10 ans. Ses co-inculpés, Humbert Marboeuf et Leïla Cassubie, condamnés en première instance à 7 ans de prison, l'ont été par la Cour d'appel à 8 et 10 années de prison.

Les peines de prison infligées aux auteurs de l'attentat contre Radio-Caraïbes Internationale, dont les locaux avaient été détruits dans la nuit du 14 au 15 novembre 1983, ont été confirmées en appel.

A ce propos, nous avons reçu la lettre suivante de diverses organisations antillaises :

« Camarades,

Pour empêcher le développement de toutes luttes sociales et politiques, le gouvernement français a choisi la voie répressive à la Guadeloupe et à la Martinique.

Aujourd'hui, après des procès violant les droits les plus élémentaires de la défense, une douzaine de militants indépendantistes ont été condamnés à des peines allant de 1 à 19 ans de prison.

Les organisations soussignées organisent un rassemblement pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques en Guadeloupe et Martinique le samedi 11 mai 1985 à 15 h, Place de la République.

A cette occasion nous vous appelons à nous apporter votre solidarité active.

En restant à votre disposition pour de plus amples précisions, recevez, chers camarades, nos salutations anti-colonialistes. »

— Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante (Emigration)

— Groupe Révolution Socialiste (Emigration)

— Révolution Permanente

— Martiniquais Communistes Résidents en France

— Combat Ouvrier

**Lutte Ouvrière s'associe à cette protestation
et invite tous ses militants, sympathisants et amis
à venir nombreux**

LE SAMEDI 11 MAI A 15 H PLACE DE LA REPUBLIQUE.

« Et moi, et moi, et moi... »

Bouchardeau, Stirn, Crépeau et Schwarzenberg, respectivement ex-PSU, UCR (Union des centristes républicains), et MRG (Mouvement des radicaux de gauche), se font des cheveux pour 1986. Ils ne font pas le poids face aux grands partis, mais ne voudraient pas être éliminés de la vie politique.

Jusqu'à présent, malgré la loi électorale, ils pouvaient accéder à la mangeoire parlementaire dans la mesure où les « grands », les socialistes généralement, renonçaient en leur faveur à quelques circonscriptions. Désormais, avec le scrutin sur la base du département, il n'y a aucune chance qu'on leur abandonne si gros morceau. Et comme, tout seuls, avec de faibles scores... Le salut viendrait donc de listes composites.



Au nom du père... mais pas celui de la mère

Depuis des siècles, dans ce pays, les enfants portent le nom de leur père supposé, et de lui seul, ce qui est tout de même un comble, puisque c'est de celui de ses deux parents dont on n'est jamais tout à fait sûr, qu'on hérite le nom que l'on aura (parfois) à porter toute sa vie. Napoléon I^{er} (sans doute effrayé à l'idée des difficultés qu'il aurait eu à s'imposer comme dictateur sous le nom de Ramolino, plutôt que Bonaparte, s'il avait porté le nom de sa mère) a consacré ce système de transmission des noms de famille dans son Code civil.

Eh bien, voilà que les députés socialistes viennent de lever la main contre ce monument. Ah, on les prenait pour des godillots incapables d'indépendance devant les projets et les contre-projets du gouvernement ? On les croyait incapables du moindre geste révolutionnaire ? Eh bien, on

Alors l'idée d'un « Front républicain » ferait son bonhomme de chemin. Laurent Fabius, à l'occasion des cantonales, avait parlé de « moderniser et rassembler ». Alors, si Stirn, Crépeau, Bouchardeau et Cie tenaient le bon bout ?

La majorité réduite à sa plus simple expression, disent-ils, ne tiendraient pas la route. Elle doit s'élargir, pour éviter que le RPR et l'UDF n'aient la majorité absolue en 1986. Elle aurait besoin d'eux argumente Michel Crépeau. Depuis le départ du Parti Communiste, il manquerait « une deuxième jambe à la majorité présidentielle ».

Jambe en moins ou pas, tous ces hommes politiques — de droite comme de gauche d'ailleurs — accepteraient d'être culs-de-jatte... s'ils pouvaient encore s'asseoir sur un siège de député !

Le rejeton de présence

Le fils aîné de Mitterrand, Jean-Christophe, dont le hasard a fait un « conseiller adjoint des Affaires africaines au Palais de l'Élysée », avait bien été nommé, le 28 mars dernier, administrateur au conseil de la société minière gabonaise COMILOG. La chose vient d'être confirmée, après avoir été subodorée et rendue publique, le 1^{er} mai, par le *Canard enchaîné*.

Jean-Christophe Mitterrand vient d'obtenir ce « TUC »... Il est, au sein de la société gabonaise, l'un des deux représentants de la société française COFRAMINES qui détient 17,60 % du capital de la COMILOG. Les jetons de présence versés aux administrateurs — donc au fiston — s'élèvent à environ 13 000 F.

Ce n'est pas le Pérou, mais c'est le Gabon. Et le Gabon, c'est encore un peu la France, c'est du moins l'Elf-Aquitaine et quelques autres. 70 % des investissements étrangers au Gabon sont français et les paras tricolores y stationnent, pour venir éventuellement en aide au dictateur Bongo ou à un de ses collègues.

Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand aurait inquiété Bongo, et avec lui tous ses conseillers français, hommes de SAC et de corps peu recommandables. L'entourage de Bongo était dans les meilleurs termes avec les milieux giscardiens, tandis que les socialistes, du moins les journalistes socialistes, pourfendaient le dictateur gabonais et ses amis impérialistes français.

Mais l'exercice du pouvoir a assagi les gouvernants socialistes. Bongo avait encore un peu protesté à l'occasion de la publication en France, en 1984, du livre de Pierre Péan, *Affaires africaines*, qu'il aurait aimé voir saisi...

Mais tout finit par s'arranger. La nomination du fils Mitterrand consacre qu'ils sont bien tous de la même famille !

Marianne de ma jeunesse

Elle enlève le haut ! Elle aussi s'appelle Marianne, mais pas possible d'enlever le bas ensuite.

En effet, le buste de Marianne qui orne les mairies va changer. Du buste de Brigitte Bardot, on en vient à celui de Catherine Deneuve.

En période d'austérité, on réduit sur tout !

En promotion ce mois-ci François Léotard

François Léotard, secrétaire général du Parti Républicain, était l'invité de *L'heure de vérité* sur Antenne 2, le 6 mai.

On ne sait pas si, comme l'écrivait *Libération* du lendemain, Léotard a fait « un malheur dans les chaumières », mais il en a fait un au quotidien de Serge July, qui lui consacrait plus d'une page. Le *Canard enchaîné*, lui, résumait mieux la situation : « Philippe Léotard dans « Adieu Blaireau »... et François Léotard dans « Bonjour rasoir ».

Mais Léotard est parti en campagne. Télé, donc, mais aussi tournée de meetings, placards publicitaires, le tout sous le slogan « François Léotard, la passion de vos libertés ». Pour quatre à cinq millions de francs (selon le *Journal du Dimanche*), le secrétaire général du Parti Républicain entreprend de se donner une consistance.

« L'équipe communication » qui travaille pour lui a conçu l'affiche le représentant en blouson et cravate fantaisie. C'est peut-être elle aussi qui lui avait préparé la réponse à la

question : « Que ferez-vous pour enrayer le chômage ? » — « Je ne suis pas un magicien, je ne fais pas sortir un lapin de mon chapeau »...

A la télé, Léotard a voulu porter haut le débat : « Je ne fais pas de cuisine, je réfléchis sur ce qu'est l'humanité, le monde ». Mais il y a surtout deux choses auxquelles il réfléchit : « Etre le Premier ministre dans une opposition devenue majoritaire, pourquoi pas ? Mais être le Premier ministre d'un compromis quelconque avec M. Mitterrand, c'est non ». Deuxio : devenir président de la République ? « Bien sûr que j'ai cette idée, comme n'importe quel homme politique, mais je la chasse aussitôt ». Evidemment, comme concurrents, auprès des députés du PR, Léotard compte Giscard et Barre !

Bref, selon les sondages mensuels *Figaro-Sofres* de ce mois-ci, Léotard recueillerait 34 % d'avis favorables — deux points de mieux que ses aînés Giscard et Chirac.

Alors, tout est possible... pour les fabricants d'hommes politiques.



Léotard : un « look » aux dents longues

Pays-Bas : droit de vote pour les immigrés.

A l'unanimité moins 7 voix, le Parlement néerlandais a adopté une nouvelle loi qui donne aux immigrés le droit de voter et d'être élus dans les élections municipales. Aux Pays-Bas, les ouvriers immigrés avaient déjà participé à certaines élections, des élections de quartier à Rotterdam par exemple.

Cette nouvelle loi sera applicable à tous les immigrés pouvant justifier de cinq ans de résidence au moins dans le pays : en gros, la moitié des 700.000 travailleurs étrangers qui y sont installés.

Aux Pays-Bas, c'est un gouvernement de coalition du centre-droit qui a proposé et fait voter cette loi. Et, mis à

part quelques attardés appartenant à l'extrême-droite raciste ou religieuse, personne ne s'en est indigné, bien au contraire.

En France, où ce sont des socialistes qui détiennent la majorité absolue au Parlement, cette idée de donner le droit de vote, même dans des scrutins locaux, à des travailleurs qui après tout vivent et travaillent dans le pays, y paient des impôts, est à peine évoquée au détour d'un discours dominical de Mitterrand. Quant aux hommes politiques de la droite, la seule idée de donner davantage de droits à des travailleurs suffit à leur faire pousser des cris d'écorchés vifs.

Pauvre hexagone !

Prisons : Encore la révolte

Fleury-Mérogis, Nice, Bois-d'Arcy, Metz : une nouvelle fois les prisons françaises sont le théâtre de révoltes de détenus. Et on parle à nouveau de la surpopulation carcérale, de cette prison de Bois d'Arcy, prévue pour 600 places, qui abrite 1 450 détenus, ou de celle de Nice, prévue pour 280 prisonniers, et qui en abrite 700.

C'est à Fleury-Mérogis, le dimanche 5 mai, que la révolte a commencé. Plusieurs centaines de détenus se sont emparés des clés d'un bâtiment et l'ont saccagé. Une vingtaine d'entre eux ont été hospitalisés pour avoir avalé des barbituriques volés dans la pharmacie centrale. Dans cette prison moderne, ouverte en 1968, les détenus sont entassés à trois ou quatre dans des cellules prévues pour un seul occupant. Pêle-mêle, sont parqués les auteurs de crimes de sang, ou de petits délits. Les détenus manquent de place, mais aussi de lits, de couvertures, de linge. Certains détenus couchent à même le sol. Les sanitaires sont insuffisants, et tous les détenus ne peuvent même pas prendre une douche par semaine.

A Bois-d'Arcy, lundi 9 mai, dans un concert de gamelles frappant les barreaux, les détenus ont brisé leur mobilier et jeté des couvertures enflammées par les fenêtres. Un détenu de 28 ans, emprisonné depuis trois mois pour un vol de voiture, s'est suicidé en s'ouvrant les veines. « Trois pour huit mètres carrés, y'en a marre » proclamaient les pancartes brandies par des prisonniers.

La détention provisoire continue d'être la règle. « Quand j'entends parler de laxisme, je me dis : mes concitoyens rêvent ! » aurait déclaré Badinter le 1^{er} avril dernier sur Antenne 2. Passer de 28 000 détenus, après l'amnistie de 1981, à 45 000 aujourd'hui ne semble pas, en effet, refléter un grand laxisme.

Droite-gauche, ou gauche-droite, les prisonniers des geôles françaises marchent toujours au même pas. Et, comme avant, ceux que l'on emprisonne ne sont pas tous des assassins dangereux. Ce sont surtout des pauvres, des petits qui ont volé un portefeuille, une voiture, ou fait un chèque sans provision.

Les industriels de la fraude, eux, ne connaissent pas la prison. La justice est là pour protéger la propriété des riches, dont les biens sont toujours mal acquis. Dans cette société de classes, il ne peut y avoir qu'une justice de classe.

La surpopulation des prisons françaises n'est pas nouvelle. Cela fait quinze ans que le problème revient périodiquement à la Une de l'actualité. Quinze ans que l'on explique qu'il faut limiter la détention préventive. Mais il y a toujours 50 % de détenus en attente de jugement, en prison pour des mois ou des années, généralement pour des délits mineurs. Et il y a de plus en plus de jeunes derrière les barreaux, comme ceux qui se sont réfugiés sur le toit de Bois-d'Arcy.

La surpopulation n'est pas le seul ni le vrai problème. Cette société d'exploitation et d'oppression, qui engendre la misère, la débrouille individuelle, les larcins et les crimes, et qui est déjà une prison pour les travailleurs et les peuples, n'est pas près de se passer du système carcéral.

Pierre CHAMBEY



L'intervention policière à Fleury-Mérogis

Dans notre courrier

□ A propos de Fleury Mérogis, un lecteur nous écrit : le « laxisme de la justice socialiste

Après de multiples démarches, se retrouvant sans travail, un jeune homme de vingt-cinq ans s'est vu couper ses allocations de chômage. Ce jeune homme se mit à faire quelques larcins et se retrouva à la prison de Fleury-Mérogis ; prison soi-disant moderne ou du type modèle.

Son père réside en province, à Meaux, et a une santé précaire. Sa mère, à Paris, souffrant de dépression, apprit la nouvelle de l'incarcération de son fils. Peu après, cette pauvre mère se suicida début mars en se jetant sous le métro à Voltaire, en pleine matinée. Son fils, ayant été averti à la prison, demanda une permission, ce qui est le plus normal et le plus humain, pour aller à l'enterrement de sa mère.

Après de multiples démarches et tracasseries de papiers auprès du directeur de la prison, on lui annonça à la dernière minute qu'il ne pourrait pas aller à l'enterrement de sa mère, sous prétexte qu'il n'y avait personne pour l'accompagner. Vous parlez d'un coup, pour ce jeune garçon marqué pour la vie.

Après, l'on vient dire à la radio qu'il y a des suicides

dans les prisons et qu'on ne sait pas pourquoi.

Et, pour comble de l'affaire, il n'existe pas d'assistante sociale dans le bâtiment D1 où se trouvait le jeune garçon.

Messieurs les jurés, voilà une belle justice sociale de la république Badinter.

J.V Meaux-Beauval

□ « Bavures »

Si vous voulez être tranquille en France, faites comme vous voulez, mais arrangez-vous pour n'être ni jeune ni étranger. Si vous êtes les deux, c'est bien fait pour vous. Ma parole, vous l'avez fait exprès. Attendez-vous au pire. A vous les contrôles, les rafles, les fouilles et les gardes à vue dans les commissariats.

C'était comme ça avant la gauche et, ma foi, ça n'a pas tellement changé. Promesses, bonnes intentions, rien ne manquait au programme. Mais ici, encore plus qu'ailleurs, il y a un fossé entre les rêves et la réalité du « terrain ». Et puis il y a l'opinion, celle qui grogne et celle qui vote.

Et l'opinion, depuis toujours, réclame de la sécurité. Elle ne sait pas très bien de quoi il s'agit. Mais elle en demande, alors on lui en donne. Les patrouilles, les contrôles, ça la rassure. Un étranger que l'on fouille, dans le métro, les mains contre le mur, voilà un spectacle réconfortant. Et puis c'est utile, ça sert à séparer le bon grain de l'ivraie. N'allez surtout pas croire que la gauche soit raciste ! Elle laisse ça à l'extrême-droite et à la droite. Non, elle fait seulement des tris : l'intégration pour les

« bons » étrangers, la porte pour les « mauvais », les clandestins, ceux qui n'ont pas réussi à décrocher la sacro-sainte carte de séjour. Par zèle, il arrive même que l'on expulse des citoyens français qui ont le malheur d'avoir le teint un peu trop foncé. « Bavure ». Mais qui ne fait pas de « bavures » ?

Le terme a d'ailleurs tendance à disparaître. On parle de « méprise », de « regrettable erreur » et surtout de « légitime défense ».

Un policier ou un gendarme est un être fragile. Un rien lui fait peur. Alors il se défend. Légitimement. Un automobiliste brûle sous ses yeux un feu rouge. Il dégaine et lui tire une balle dans le dos. Légitime défense : la voiture aurait pu faire marche arrière et l'écraser. La « légitime, défense », c'est comme le caoutchouc. Ça s'étire, ça s'étire, et d'un seul coup ça casse. Mauvaise fabrication. On ne va tout de même pas inculper un policier père de famille pour si peu.

Et puis, les particuliers, ça leur arrive aussi. La nuit tous les chats sont gris. Un passant ou un cambrioleur, ça se ressemble et les 22 long rifle partent si vite.

Mais ne soyons pas médians. Avec la gauche, il y a quand même un progrès : le policier maintenant est aimé. Pas de tout le monde, bien sûr. Mais on ne peut pas plaire en même temps aux honnêtes gens et aux suspects.

Le policier s'intègre dans la population. Il se fond dans la masse. Il a repris sa bicyclette — non, n'exagérons pas — et recommencé ses rondes de

quartier. On l'appelait « hironnelle des faubourgs », il est maintenant « ilotier ». C'est moins poétique, mais plus efficace. Vous avez vu les résultats. « Le petit Duchemin, celui qui était au chômage, eh bien ! il est à la Santé. On a trouvé dans sa poche deux grammes de haschisch. »

Mais surtout, que les défenseurs des droits de l'homme ne s'affolent pas. Deferre a été renvoyé à la Planification. A sa place, on a nommé un gentil garçon — excellente famille, ce petit Joxe, son papa était déjà ministre — qui a toujours passé pour un défenseur

intransigeant des grands principes. Il ne fait pas de bruit, il travaille. Après la réconciliation du citoyen avec la police, il est en train de tenter la réconciliation de la police avec les droits de l'homme. Chut ! ne faites pas de bruit, c'est un exercice particulièrement difficile. On pense avoir réussi et brusquement, patatras, dans un coin de banlieue, un agent de police sort son arme et abat un jeune Maghrébin qui croyait encore à la France éternelle et généreuse.

Denis Langlois, avocat et écrivain

Le collectif « Aligre anti-raciste » nous communique

Le jeudi 30 mai à 13 h 30, devant la 17^e Chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, le Front National intentera un procès en diffamation contre 4 militants antiracistes pour avoir déclaré dans un tract :

— que le Front National est un mouvement raciste et xénophobe ;
— que le Front National incite à la haine raciale ;
— que le Front National est un mouvement largement inspiré de l'idéologie nazie.

Le Front National, organisation d'extrême-droite, développe une propagande raciste et xénophobe.

Alors que des crimes ouvertement racistes sont de plus en plus perpétrés et revendiqués

par des individus se réclamant de son idéologie, les militants anti-racistes sont entraînés devant les tribunaux.

Cette logique absurde tendrait à faire admettre que l'anti-racisme est un délit. (...).

Nous appelons tous les anti-racistes à venir au procès, à en parler autour d'eux et à participer activement à la campagne de mobilisation du collectif.

Collectif Aligre Anti-raciste
Comité Anti-raciste 12^e, Permanences Anti-raciste, Radio Soleil Goutte-d'Or, Radio Aligre, Groupe 11^e, 12^e de la F.A. soutenu par la Fédération Anarchiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire et la LOR et un certain nombre de personnalités.

A l'occasion de la « fête des mères »

« Les mères de la place, le peuple les embrasse »

Avant de devenir l'affaire commerciale qu'elle est aujourd'hui, la fête des mères, créée par Pétain, se donnait pour but d'exalter le dévouement, le courage, l'abnégation dont beaucoup de mères devaient faire preuve pour élever leurs enfants : un jour de fête contre 364 jours de durs labeurs, et en même temps l'occasion, pour les gouvernants et les possédants, de proposer aux femmes un exemple de génitrice populaire, telle qu'ils la rêvaient.

Mais pour avoir été récupérées de cette façon, ces qualités dont bien des mères ont fait preuve n'en existent pas moins. Et, sous la dictature argentine, elles ont donné naissance à un mouvement politique original, qui fit plus que tout autre peut-être pour faire connaître à l'extérieur la dureté et l'étendue de la répression : le mouvement des Mères de la Place de Mai.

Voici comment commença à s'organiser ce mouvement, traduit du récit que les « Mères de la Place de Mai » publièrent en janvier 1985, dans le journal mensuel qui porte le nom de leur mouvement :

« Nous, les mères qui eûmes à souffrir la séquestration et la disparition de nos enfants durant la dictature militaire, et qui aujourd'hui nous sentons orgueilleuses — malgré notre intense douleur — de cette jeunesse qui montra et dénonça l'injustice, nous avons commencé à nous voir en différents lieux, à partir des premiers mois qui suivirent le coup d'Etat. En général, nous allions deux par deux, en demandant après nos enfants, et ainsi nous nous rencontrions, voyant les mêmes visages.

En faisant le tour des commissariats, des tribunaux, des églises, chaque jour nous rencontrions une nouvelle mère.

C'est aux portes des évêchés que nous allions le plus fréquemment frapper, parce que nous croyions y rencontrer le chemin. Ce fut ainsi que le vicaire de la Marine, Gracelli, l'un des plus visités, profitant de sa position et de la confiance exceptionnelle que nous avions en lui, au lieu de nous donner des informations, nous en soutirait, qu'il utilisait au service de la dictature.

Un jour, alors que nous parlions entre nous dans l'antichambre de son bureau, Azucena dit : « Continuer à venir ici n'a aucun sens. Qu'est-ce que nous faisons ici, si nous n'en tirons rien ? Pourquoi n'allons-nous pas à la Place de Mai ? Nous faisons une lettre pour le président et, quand nous serons plusieurs, nous traverserons jusqu'à la Maison du Gouvernement, et nous lui demanderons : « Qu'est-ce qui est arrivé à nos enfants ? »

Le samedi 30 avril 1977, à onze heures du matin, nous étions quatorze mères à la Place de Mai, et nous y avons rédigé une demande d'audience et de réclamation au dictateur de la Junte. Ce premier jour, il n'y

avait personne sur la place et, comme l'une de nos intentions était que les gens soient au courant des horreurs qui se déroulaient dans le pays, alors que les médias ne disaient rien et que les seuls qui savaient étaient les membres des familles de disparus, ou ceux qui avaient assisté à quelque fait, nous décidâmes de nous rencontrer de nouveau sur la Place le vendredi suivant.

Avant de nous en aller, Dora Penelas dit : « Pour quoi le vendredi ? Le vendredi est un jour de mauvaise chance, et nous en avons suffisamment. Pourquoi pas le jeudi ? ». Et nous décidâmes ainsi de nous voir le jeudi suivant à trois heures de l'après-midi. Dora est morte depuis, et notre angoisse continue, bien que nous nous rencontrions le jeudi.

Lors de cette seconde rencontre, avec plus de gens cette fois, nous commentâmes la lettre au président, et chacune de nous racontait ses expériences vécues à la recherche de nos enfants. Les mères qui venaient de La Plata relaient les résultats du travail « porte à porte », « maison par maison », qu'elles faisaient dans cette ville. Et ainsi, toutes réunies, nous nous rendîmes compte de l'énormité de ce qui était en train de se passer. Azucena dit que nous devions continuer à venir à la Place, comme moyen de nous connaître et de nous rassembler, et nous nous proposâmes ainsi de le dire à toutes les mères que nous pourrions connaître pour qu'elles y viennent.

Au début, dans la première étape, nous ne marchions pas. Nous étions assises sur un banc, nous apportions des propositions d'endroits où aller, et nous nous racontions ce que nous avions fait dans la semaine. C'était comme une thérapie. Sur ce banc, qui

était le point de réunion pour celles qui venaient pour la première fois, nous nous distribuâmes les premières tâches collectives, fondamentalement pour amener plus de mères à la Place. Nous allions à la Maison du Gouvernement, au ministère de l'Intérieur, à l'évêché, au Département de Police, aux tribunaux, et quand nous voyions des familiers de disparus dans les couloirs — que nous reconnaissions à leurs visages angoissés et désespérés — en train de remplir des formalités, nous nous approchions pour les informer de nos réunions du jeudi, sur la Place.

Ce travail constant rapprocha beaucoup de mères. Nous seules pouvions avoir la disponibilité nécessaire pour rechercher nos enfants. Les hommes ne pouvaient pas abandonner leur travail des jours entiers, ni vaincre la peur — sauf quelques exceptions — comme le faisaient les mères, fait vital qui a montré la vraie signification de la femme dans cette lutte.

Les semaines passaient et la réponse à notre lettre n'arrivait pas, mais l'accord était conclu : nous reviendrions tous les jeudis, jusqu'à ce qu'on nous écoute.

Finalement, le jour arriva et la porte du bureau occupé par le génocide Harguindéguy s'ouvrit. Lors de cette audience hypocrite furent reçues Azucena et deux autres mères, qui durent supporter la superbe et le cynisme des Forces Armées, exprimés en ces termes : « Vos fils ont dû partir avec quelques filles, ou se trouvent à l'étranger ».

Notre réponse fut claire et décisive. Nous lui déclarâmes à ce moment-là — alors que la terreur désolait le pays — que nous étions déterminées à ne pas abandonner la Place, jusqu'à ce que nos enfants réapparaissent en vie. Le lâche ne prit pas la menace en compte, mais nous avons tenu parole sans faiblir.

Sa réponse fut un avertissement de la police, comme quoi nous ne pouvions pas rester toutes ensemble autour du banc et, bien que

nous tricotions et que nous discussions entre nous, comme nous étions entre soixante et soixante-dix mères, « on voyait que nous étions en train de faire du scandale ». L'avertissement se convertit en ordre, et ils nous obligèrent à nous déplacer.

Mais comme ils nous couraient après, nous frappaient, et nous menaçaient avec leurs mitraillettes, nous commençâmes à marcher hors de la Place, et alors on ne nous voyait pas et on ne notait pas notre présence. Nous voulions gagner le centre de la Place, mais la police ne nous laissait pas faire. Dans le courant juin, et après beaucoup de tentatives malheureuses, nous réussîmes à commencer à marcher autour de la statue de Belgrano.

A la recherche de nouvelles mères pour la Place, nous rencontrâmes tous les types de cas. Il y a la mère

que nous sommes allées chercher plusieurs fois chez elle, et qui nous dit aujourd'hui que, si elle avait été au courant, son attitude aurait été différente. Il y a la mère qui fut convoquée pour venir à la Place, par quelqu'un dont elle ne sut jamais qui il était. Il y a les gens qui, sans se faire connaître, collaboraient avec nous, et qu'aujourd'hui ces mères voudraient connaître, pour savoir qui les poussa à aller à la Place. Il y a aussi les mères dont des enfants ou des familiers avaient disparu, qui nous faisaient venir à leurs maisons, et qui nous faisaient surveiller ou suivre : c'était des familles où l'un des leurs était policier ou militaire. Mais en général, nous rencontrions des mères qui nous accueillait et qui ne voulaient jamais que nous nous en allions, parce qu'elles voulaient que nous leur disions tout ce que nous savions ».

Ainsi commença le mouvement des Mères de la Place de Mai. Plusieurs d'entre elles disparurent, comme avaient disparu leurs enfants, comme disparurent 30 000 Argentins pendant la dictature, à commencer par la fondatrice du mouvement, Azucena Villafior, arrêtée le 10 décembre 1977, et que nul n'a plus jamais revue depuis. Mais malgré la répression, tous les jeudis, les Mères de la Place de Mai reprirent leur ronde. Et le mouvement n'est pas mort, car elles sont encore nombreuses à manifester chaque jeudi, pour protester contre la protection de fait que le gouvernement Alfonsín assure aux bourreaux.

Alfonsín n'a d'ailleurs pas hésité, il y a quelques mois, à propos de ces manifestations à accuser les mères d'« être au service d'intérêts anti-nationaux ». Mais le mouvement des Mères a bien mérité ce slogan qui salue l'apparition de ces représentantes dans les réunions de la gauche argentine :

« Las madres de la plaza, el pueblo les abraza. Les mères de la place, le peuple les embrasse ».

On nous communique :

La semaine dernière 264 personnes, hommes, femmes, vieillards, jeunes et enfants, ont été arrêtées par la police chilienne, quand ils sortaient d'un meeting pour le 52^e anniversaire du Parti Socialiste Chilien.

Selon les dernières informations, environ 90 personnes restent encore dans les casernes des carabiniers (le 1^{er} Commissariat pour les hommes et le 6^e Commissariat pour les femmes, tous les deux à Santiago). Ils y subissent les mauvais traitements et vexations réservés par la police de Pinochet aux opposants.

Parmi les détenus il y a 2 citoyens français M. et Mme Michel Bourguignat, et plusieurs dirigeants socialistes chiliens : MM. Juan Gutierrez, Juan Sepulveda, Ulises Perez, Luis Herrera, parmi d'autres.

Nous vous demandons d'envoyer d'urgence des télégrammes réclamant la liberté immédiate de tous les détenus sans exception, à Ricardo García Rodríguez, ministre del Interior, Palacio de la Moneda, Santiago, Chile.

COSECH (Commission de solidarité européenne avec le Chili).



Manifestation des « Mères de la Place de Mai » pour exiger la vérité sur les 30 000 disparitions qui auront lieu sous la dictature.

Reagan déplace les foules espagnoles

Malgré les sourires diplomatiques et l'offensive de charme de Nancy Reagan s'essayant à danser le flamenco devant les photographes, la visite de Reagan à Madrid, précédée d'imposantes manifestations dans toute l'Espagne, s'est déroulée dans une atmosphère plutôt tendue, sous les huées des manifestants et dans un concert de casseroles et d'avertisseurs, tandis que sur les toits les manifestants scandaient : *Reagan go home !* »

Mais le million de manifestants du week-end dernier n'a pas empêché Felipe Gonzales, le chef du gouvernement espagnol, de déclarer qu'entre Washington et Madrid le dialogue serait « clair et sincère » et que le gouvernement socialiste s'efforcerait de maintenir les bonnes et amicales relations qui existent avec les Etats-Unis.

En se décidant à recevoir Reagan, Gonzales avait fait le choix (quelles que puissent être les réactions populaires) de mettre tout son poids dans la balance en faveur du Pacte Atlantique.

Dans la droite ligne, finalement, de la politique menée par les dirigeants de la droite espagnole depuis Franco.

Les sourires de Gonzales à Reagan n'ont pu empêcher un certain nombre de tiraillements de se manifester au sein même de la direction du PS, des politiciens « socialistes » ayant jugé plus opportun de se démarquer d'une politique ayant aussi peu l'assentiment de leurs électeurs. C'est ainsi que le numéro 2 du gouvernement, Alfonso Guerra, avait pris le parti de boudier et était parti en...

Hongrie pour « ne pas avoir à serrer la main de Reagan ». Cependant que le maire de Madrid, Tierno Galvan, faisait aussi la moue devant Reagan.

Il est vrai qu'avant son succès aux élections et avant que Gonzalez ne devienne chef du gouvernement, le PSOE avait fait plutôt campagne contre l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN. Mais il en a été de ces promesses électorales comme les autres. Il n'est plus question aujourd'hui du retrait de l'Espagne du Pacte Atlantique et l'on ne sait même pas si le référendum évoqué sur la question aura finalement lieu.

L'Espagne en effet a le triste privilège de posséder quatre bases américaines sur son territoire, cela depuis 1953. C'était à l'épo-

que (en pleine Guerre Froide) le marché qu'avait proposé l'Etat américain à l'Espagne, en échange de la fin de l'isolement diplomatique dans lequel l'avait plongée la dictature de Franco. En acceptant la mainmise de l'impérialisme américain, l'Espagne de Franco entraînait ainsi dans le camp des pays dits « libres ».

Mais les Etats-Unis ne sont pas prêts à accepter même la simple réduction de leurs effectifs militaires sans y mettre une contrepartie. Non seulement ils mettent comme condition le maintien de l'Espagne dans l'OTAN, mais ils réclament un pas de plus, à savoir que l'Espagne intègre ses forces militaires au sein des structures de l'OTAN, autrement dit sous le commandement militaire US.

Faire la guerre avec la peau des peuples d'Europe et d'Asie, telle a été la politique de l'impérialisme américain dans les deux précédents conflits mondiaux. C'est dans cette perspective qu'il prépare le prochain. C'était le sens de la tournée des « popotes » européennes que vient de faire Reagan. Et c'est à ce titre que les dirigeants américains revendiquent une alliance militaire plus étroite avec l'Espagne, c'est-à-dire que l'Etat espagnol prenne sa part dans la défense du camp impérialiste en cas de conflit mondial.

Une bonne partie de la population espagnole sait ce qui se cache derrière les rictus de l'Oncle Sam et a tenu à le montrer.

Cécile BERNIER

Le gouvernement socialiste contre les travailleurs

Deux ans après l'arrivée des socialistes au gouvernement, on attend toujours en Espagne le « changement » annoncé par le PSOE en 1982.

Sur le plan économique, le bilan ne peut être plus négatif pour les travailleurs. Dans leur campagne électorale, les socialistes avaient promis la réduction de l'inflation, le maintien du pouvoir d'achat et la création, au cours des quatre années de législature, de 800 000 nouveaux emplois, lesquels devaient contribuer, disaient-ils, avec d'autres mesures, à faire descendre le taux du chômage.

Mais dès l'instant où ils sont arrivés aux postes de commande, les ministres socialistes, avec leur président en tête, ont effectué un virage à 180 degrés, en développant systématiquement une politique économique contraire aux intérêts des travailleurs et qui n'avait rien à voir avec celle qu'ils avaient promise. En effet, pendant toute cette période, ils ont injecté des milliards de pesetas dans la modernisation de l'armée, le sauvetage des banques en crise et les subventions aux patrons de l'industrie — même si, pour cela, ils devaient émettre sans arrêt des bons de l'Etat et augmenter ainsi continuellement la dette publique, laquelle dépasse déjà les 8 000 milliards de pesetas. Tandis que d'un autre côté, en menant tambour battant la recon-

version industrielle, en accordant toujours plus de facilités pour licencier et en généralisant les contrats de travail provisoires, ils ont laissé les patrons supprimer plus d'emplois en deux ans (213 000 en 1983 et 330 000 en 1984) que ceux qu'ils avaient promis de créer pendant cette période. Cela ne pouvait se traduire que par une augmentation du taux du chômage, qui est passé officiellement de 17,1 % (avec 2 234 800 chômeurs au 4ème trimestre de 1982) à 21,7 % (avec 2 896 000 chômeurs au 4ème trimestre de 1984). Et les statistiques gouvernementales signaleraient aujourd'hui plus de trois millions de chômeurs, si le ministre du Travail n'avait pas décidé de les trafiquer davantage depuis le 1er janvier 1985. En effet, depuis cette date, il a décidé de ne plus compter comme chômeurs tous les travailleurs agricoles, tous les travailleurs de plus de 55 ans et tous les étudiants — y compris les chômeurs qui suivent des stages de formation professionnelle. Il a entrepris en même temps une réforme de l'actuel système de recensement des chômeurs. Il veut, dit-il, qu'on considère comme chômeur seulement celui « qui a la volonté de travailler et l'exprime dans les bureaux d'embauche » (*El Pais*, 18-1-85). Ce qui, en clair, veut dire que tous ceux ou celles qui veulent travailler mais

qui ont perdu l'espoir de pouvoir le faire, après des années de recherche et d'attente, seront considérés « découragés », mais pas chômeurs. Dans le même but, le ministère du Travail propose actuellement aux nouveaux chômeurs de percevoir la totalité des prestations d'un seul coup, afin de les faire passer des listes de chômeurs à celles des « travailleurs autonomes ».

Quant à l'inflation, le gouvernement a réussi à grignoter un peu les 14,4 % de 1982. Mais cela s'est fait au détriment des salaires, qui ont été augmentés moins que l'inflation. Par exemple, au début de 1984, le gouvernement avait prévu une augmentation des prix de 8 % et fixé les augmentations de salaires entre 6,5 et 7,5 %. Mais à la fin de l'année l'augmentation moyenne des prix a été de 11,3 %, tandis que les salaires eux, n'ont augmenté en moyenne que de 7,6 %, un tiers de moins que les prix. (Cela sans tenir compte du fait que les denrées de première nécessité — fruits, légumes, œufs, poulets, viande, etc — ont subi une augmentation moyenne de 19 % entre janvier 1984 et janvier 1985).

Le gouvernement s'en prend également aux retraités. Il a préparé un décret pour diminuer considérablement les pensions des futurs retraités et limiter le nombre des ayants droit.

Selon lui, la Sécurité sociale ne peut continuer à supporter plus longtemps l'augmentation du nombre de retraités alors que, du fait de l'augmentation du chômage, le nombre de cotisants diminue. Actuellement, un travailleur ayant cotisé au moins 35 ans à la Sécurité sociale peut obtenir une pension oscillant entre 85 et 95 % de son salaire. Avec les nouvelles mesures gouvernementales, cette pension oscillerait entre 50 et 60 % du salaire. En plus, pour y avoir droit, les salariés devraient justifier 36 mois de cotisations au cours des dix dernières années, entre 55 et 65 ans. Ce qui écarte d'emblée tous les chômeurs compris dans cette tranche d'âge.

Mais si le gouvernement veut, comme il le dit, éviter la faillite de la Sécurité sociale, il aurait dû commencer par ne pas réduire — comme il le fait depuis deux ans — la part de la cotisation patronale, ce qui représentera cette année pour les patrons une économie de 40 000 millions de pesetas. Et surtout, il devrait faire rentrer l'argent que ces derniers doivent à la Sécurité sociale, une somme de 1 500 milliards de pesetas, presque la moitié du budget annuel de la Sécurité sociale !

Les banquiers, de leur côté, ont flairé la bonne affaire : ils proposent des « plans de retraite personnelle » ou des « plans systématiques de pension », afin d'attirer vers

leurs coffres l'argent des travailleurs inquiets pour leur retraite.

Ainsi, le gouvernement essaie aujourd'hui de reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont gagné par leurs luttes sous la dictature franquiste. Cette attaque semble insupportable même aux dirigeants des centrales syndicales majoritaires, qui n'ont pourtant pas réagi jusqu'à présent à la politique antiouvrière du gouvernement. Et ces derniers jours on a vu Marcelino Camacho menacer, au nom des Commissions Ouvrières, de faire grève pendant 24 heures — c'est la première fois depuis huit ans — si le gouvernement ne recule pas. Nicolas Redondo, au nom de l'UGT, a également déclaré — pour la première fois depuis que les socialistes sont au gouvernement — que son syndicat n'acceptera pas ce projet gouvernemental.

Mais, pour l'instant, ce ne sont que des gestes et des paroles destinés sans doute à sauver la face. Et ce ne sont sûrement pas les Camacho et les Redondo qui vont essayer de mobiliser les travailleurs pour défendre leurs intérêts. Cela, seuls les travailleurs eux-mêmes peuvent le faire. Et tant qu'il n'en sera pas ainsi, le gouvernement socialiste en profitera pour leur faire payer la crise et continuer à garantir les profits des patrons.

Gabriel CATALA

Nigeria

Le gouvernement s'en prend une fois encore aux travailleurs immigrés



Le gouvernement du Nigeria a décrété ces jours derniers l'expulsion de tous les immigrés qui résidaient illégalement sur son territoire. Avant le 10 mai, il faudra que 700 000 personnes, Béninois, Ghanéens, ressortissants du Togo ou du Niger, harcelées par les autorités qui vérifient les identités et quadrillent les quartiers populaires, aient franchi les frontières.

Ce n'est pas la première fois que le Nigeria a recouru à une pareille expulsion. En janvier 1983, le gouvernement d'alors, celui du président civil Shehu Shagari (qui a été destitué par les militaires en décembre 1983), avait jeté sur les routes quelque deux millions de personnes. La brutalité de la décision et la brièveté des délais avaient occasionné une indescriptible pagaille, avec tout ce qu'un exode pareil implique de drames, d'angoisses et d'humiliations pour ceux qui en sont victimes.

On vit des hommes, des femmes, s'entasser dans des camions sans nourriture, rackettés par les compagnies de transport, attendre des jour-

nées entières dans les pires conditions d'hygiène. On vit aussi une partie de la population nigériane elle-même s'en prendre à eux, les piller et les injurier.

Cette fois-ci, selon certains journalistes, il y aurait un peu moins d'improvisation : la Croix-Rouge, mise devant le fait accompli, aurait quand même pu organiser des comités d'accueil dans divers postes frontières et disposerait de plusieurs centaines de tonnes de vivres.

Mais, au-delà de ce scénario à répétition, c'est encore une fois l'aggravation de la crise qui est mise en évidence.

Cela n'excuse certes pas les dirigeants du Nigeria qui espèrent, en dressant sciemment les travailleurs de leur pays contre ceux qui sont originaires de pays limitrophes, les empêcher de discerner les vraies responsabilités.

Depuis plus de dix ans, le Nigeria, comme tous les pays d'Afrique, subit le contrecoup de la récession économique générale. Après la relative prospérité qu'il devait au pétrole dans les années 1970 et

qui avait attiré des travailleurs étrangers, il a dû faire face à des difficultés croissantes pour assumer son endettement. A la veille du coup d'Etat de décembre 1983, les finances officielles étaient si délabrées que de nombreux fonctionnaires, notamment des militaires (un comble), n'avaient pas été payés depuis huit mois.

Cela ne s'est évidemment pas arrangé depuis, malgré de nouvelles tractations avec le Fonds Monétaire International. Et, comme tous les dirigeants réactionnaires, les gouvernants du Nigeria sont bien décidés à pressurer jusqu'au bout les travailleurs. Ceux des autres pays d'abord, qui sont, comme partout, les plus vulnérables et les plus démunis. Ceux du pays même ensuite. Tout cela pour préserver les intérêts des impérialistes et de leurs représentants, entre autres en attisant le racisme. Car les Dupont-Lajoie français n'en ont pas le monopole. On trouve aussi des Nigeriens anti-ghanéens, comme des Iraniens anti-irakiens, malheureusement.

Anne GARBE

Sénégal

Après 25 ans d'indépendance...

Extraits du mensuel trotskyste africain Le Pouvoir aux Travailleurs du 22 avril 1985.

« Le gouvernement sénégalais vient de fêter le 25^e anniversaire de l'indépendance du Sénégal. Les discours officiels et les commentaires des journalistes griots du *Soleil* vont bon train pour célébrer cette date. (...) »

« Le Sénégal poursuit sa marche triomphale vers le progrès », dit-on par-ci, « Nous sommes au bout du tunnel », dit-on par-là, en invoquant les espoirs fondés sur « les grandes réalisations » telles que les constructions de barrages qui, paraît-il, vont donner naissance à une « civilisation de l'après-barrage ». (...) »

Mais la réalité que vit l'écrasante majorité de la population du Sénégal n'a rien de commun avec ce que disent les dirigeants et leurs représentants patentés.

Le sous-développement avec toutes ses conséquences poursuit son cours, réduisant une partie de plus en plus importante de la population à la misère et à l'inactivité. L'indépendance du Sénégal n'a rien changé, même d'un pouce, à cet état de choses. Le Sénégal, comme toutes les anciennes colonies d'Afrique, continue toujours de dépendre de l'ordre impérialiste. (...) Le bilan est que la misère, loin d'avoir reculé, n'a au contraire cessé de s'approfondir. Le pillage capitaliste continue à appauvrir et à jeter dans la misère un nombre toujours grandissant de populations.

En accordant l'indépendance, l'impérialisme a tout simplement remplacé l'administration coloniale vieillie et contestée par une administration locale, avec des appareils d'Etat et des serveurs locaux qui continuent à œuvrer dans le même sens, en maintenant l'exploitation capitaliste. Le fouet et le fusil on été mis dans les mains des gendarmes locaux, mais ils sont toujours dirigés contre les mêmes : contre les pauvres, pour les maintenir dans la misère, pour les empêcher de se révolter.

Et c'est plus précisément parce que, un peu partout dans les colonies, commençaient à gronder la colère et la révolte, que le colonialisme, pour ne pas avoir affaire à une guerre anti-coloniale (comme cela

avait déjà démarré au Vietnam puis en Algérie), a préféré, pendant qu'il en avait encore le temps, installer ses propres hommes à la tête des futurs Etats africains. Ces hommes étaient choisis parmi ceux qui avaient montré leur servilité et qui avaient déjà été formés par l'administration coloniale (en tant que députés ou membres d'un cabinet). Alors, un peu partout, on a vu des gens comme Senghor, Modibo, Houphouët, Tsiranana et autres, sortis du chapeau colonial et propulsés à la tête des appareils d'Etat locaux mis sur pied de toutes pièces à l'intérieur des frontières taillées sur mesure.

L'AOF (Afrique Occidentale Française), dont faisait partie le Sénégal, fut ainsi morcelée en plusieurs Etats indépendants. La Fédération du Mali, qui regroupait le Mali et le Sénégal dans un seul ensemble, vola aussi en éclats avant même d'avoir vu le jour. Ainsi tout le monde est satisfait, chaque valet ayant « son » Etat.

Au Sénégal, à l'aube de l'indépendance, la rivalité entre Senghor, élu président de la République, et Mamadou Dia, président du Conseil, s'est terminée en 1962 en faveur de Senghor, qui écarta Mamadou Dia et interdit toute forme d'opposition. De nombreux opposants furent ainsi emprisonnés ou forcés à l'exil jusqu'en 1974, année où enfin les partis d'opposition furent de nouveau autorisés. (...) »

L'économie du pays continue, comme durant l'époque coloniale, à être orientée vers les intérêts de l'impérialisme français. Celui-ci, pour payer ses valets locaux pour services rendus en gérant l'ordre établi, leur laisse quelques miettes sous forme de coopération, d'aide économique et militaire.

Le Sénégal, comme par le passé, continue à produire de l'arachide, du coton et du phosphate, pour les mêmes industriels installés dans la métropole coloniale. Oui, l'indépendance, c'est toujours la continuation du même système sous une forme à peine déguisée. Le vrai changement pour les exploités reste toujours à faire. »

Suède

Les fonctionnaires à l'assaut de l'austérité

Depuis le début mai, une vague de grèves s'est développée parmi les fonctionnaires suédois. Elle a commencé le 2 mai, lorsque 20 000 fonctionnaires se sont mis en grève illimitée. Puis des grèves tournantes se sont propagées dans toute une série de secteurs : l'enseignement, les postes, les douanes, le contrôle aérien, le trafic ferroviaire de marchandises et même des services de la Défense nationale. Le tout a provoqué une belle pagaille dans le pays, paralysant en grande partie les relations commerciales avec l'étranger, et en particulier les exportations de pâte à papier, l'une des grosses ressources du

pays.

Ces mouvements ont eu lieu à l'appel d'un syndicat indépendant de fonctionnaires, le TCO-S, qui regroupe 265 000 syndiqués. Au lieu des 2 % d'augmentation des salaires qui étaient prévus par l'accord salarial de deux ans qu'il avait signé l'an dernier, ce syndicat réclame 3,1 % au titre du rattrapage sur le secteur privé. Compte tenu du taux d'inflation, qui a dépassé les 8 % en 1984, ce n'est sans doute pas un luxe. Mais c'est quand même encore trop pour le gouvernement social-démocrate qui, à cinq mois des élections législatives, semble vouloir faire preuve d'autorité : il a en

effet annoncé le lock-out de 100 000 fonctionnaires pour le 9 mai, si le mouvement n'avait pas pris fin à cette date.

Pour l'instant, les grévistes — qui sont exclusivement des cols blancs — restent isolés. Ils ne peuvent sans doute pas compter sur l'appui des autres syndicats qui, liés à la social-démocratie, ne veulent pas mettre le gouvernement en difficulté.

Il reste qu'en Suède comme en France, c'est toute la classe ouvrière qui est touchée par l'austérité, et qu'il peut suffire qu'une brèche soit ouverte dans un secteur pour que toute la classe ouvrière s'y engouffre.

Diouf à la recherche de la confiance des paysans

« Abdou Diouf a arrêté un certain nombre de mesures économiques, notamment celles concernant le monde rural. Pour la prochaine campagne agricole, le prix d'achat du kilo d'arachide est porté de 70 à 90 F CFA ; la retenue de 20 F sur les semences et les engrais est supprimée. »

Ces deux principales mesures prises par Abdou Diouf ne sont pas le fait du hasard ; c'est la première fois depuis 25 ans que la production arachidière est tombée si bas — 200 000 tonnes, alors que les autorités prévoyaient trois fois plus. Ensuite il faut noter le fait que les paysans, qui se méfient de l'Etat à cause des diverses retenues et de ses agents corrompus et cupides, préfèrent vendre leur arachide au marché parallèle, ou en faire de l'huile artisanale. Le souci

du gouvernement est donc de ramener les paysans à vendre en priorité à l'Etat et de leur redonner confiance. Réussira-t-il à atteindre ces deux objectifs ?

Ce n'est pas chose facile. Au cours de la récente campagne, le gouvernement, pour porter un coup dur au marché parallèle, a augmenté de 5 F le kilo d'arachide (75 F) ; sur le marché parallèle, le prix du kilo a augmenté d'autant (80 F au lieu de 75 F). (...) »

Toujours est-il que la contrepartie de ces augmentations annoncées, c'est que dorénavant les paysans devront assurer eux-mêmes leur capital semencier et acheter au comptant les engrais. Si jamais un cultivateur manquait de semences, il serait obligé de les acheter à un prix qui n'est pas encore fixé. »

8 mai 1945 : la fin de la barbarie nazie, mais pas la fin de la barbarie impérialiste



□ QUELQUES OUVRAGES QUI TÉMOIGNENT SUR LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET SON DÉNOUEMENT

Aujourd'hui, les dirigeants du monde capitaliste jettent un voile pudique sur cette véritable guerre contre les peuples qu'ils ont menée, en quelque sorte préventivement, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais, face à l'histoire officielle, de nombreux témoignages, vécus ou reconstitués, existent encore. Ce sont quelques-uns de ces témoignages, certains très connus, d'autres moins, que nous avons sélectionnés pour nos lecteurs.

Certains de ces livres n'ont pas été réédités récemment, mais on peut les trouver dans les bibliothèques populaires.

□ Sur la guerre en Allemagne... « Mon enfance en Allemagne nazie » d'Ilse Koehn

Ilse Koehn raconte ce que fut, de 1935 à 1945, la vie d'une « Mischling », c'est-à-dire d'une enfant à moitié juive. Elle raconte la vie quotidienne, le quadrillage policier de la population, d'abord insidieux puis de plus en plus brutal. Elle décrit l'encasernement des jeunes dès le plus jeune âge, dans les écoles, la vie dans les camps de jeunes encadrés par les Jeunesses Hitlériennes, où vers la fin de la guerre des dizaines de milliers d'adolescents furent envoyés et soumis au travail forcé, pour pallier le

manque de main-d'œuvre.

Puis vinrent les derniers mois précédant la capitulation. Berlin vécu sous un déluge de bombes, le nombre de sans-abri augmentait chaque jour, tandis que petit à petit, avec la fin imminente, les bouches s'ouvraient et les langues se déliaient. Mais en même temps que s'estompait la terreur qu'inspiraient les nazis, une autre apparaissait aussi forte, la peur panique devant l'approche de l'armée russe.
L'école des loisirs - 35 F.

Le 8 mai 1945 a donc été fêté comme l'anniversaire de la « victoire », celle de la « liberté » et de la « démocratie » sur la barbarie nazie, celle des peuples libres sur la dictature de Hitler, prétendant tous les grands de ce monde.

Le 8 mai 1945 marqua bien la fin du nazisme, de cette forme particulière de gangrène de l'impérialisme symbolisée par l'inqualifiable génocide de six millions de Juifs, et de bien d'autres aussi, dans un vaste pogrom institutionnalisé, industrialisé.

La libération des camps de concentration, plus exactement la libération des squelettes survivants, a évidemment marqué la fin de la guerre. Ça a été la fin de cet enfer-là.

Mais les grands de ce monde, les dirigeants du monde impérialiste et leurs complices à la tête de la bureaucratie soviétique, se servent encore, à leur façon, de la peau des Juifs.

En commémorant la victoire sur la barbarie nazie, sur la folie hitlérienne, ils dissimulent la barbarie et la folie de leur système d'exploitation, qui demeure. En rappelant essentiellement l'holocauste du peuple juif, ils effacent l'holocauste, à l'époque, des populations civiles japonaises et allemandes sous leurs bombes ; puis bien d'autres holocaustes, depuis, dont celui du peuple vietnamien. En pourfendant l'antisémitisme, ils taisent le racisme anti-algérien des uns, anti-Noirs des autres.

Alors oui, le 8 mai 1945 fut bien la victoire des troupes alliées sur les troupes allemandes, mais finalement la victoire d'une barbarie sur une autre. La seule morale de cette société d'exploitation et d'oppression, c'est celle des vainqueurs. Les vaincus, au banc des accusés du procès de Nuremberg, étaient les « mauvais ». Leurs accusateurs, malgré Hiroshima et Nagasaki, étaient les « bons ». Parce que la supériorité de leurs armes — mais pas celle de leurs fins et de leurs moyens — leur assurèrent la victoire. Mais les peuples, eux, les travailleurs, ne sortaient pas victorieux de la guerre.

Car le bilan de cette Seconde Guerre mondiale, une fois qu'elle serait définitivement terminée, avec la reddition du Japon quelques mois plus tard, se révélerait au moins quatre fois plus lourd que celui de la précédente. Tellement lourd que, quarante ans après, on n'est toujours pas capable d'évaluer à dix millions près le nombre des victimes : entre 40 et 50 millions... Et que, quarante ans après, comme l'écrit le Canard enchaîné, c'est la paix qui est toujours en quarantaine.

En plus de ces morts, les populations avaient partout payé chèrement le prix de la guerre, que ce soit du côté des vainqueurs ou du côté des vaincus. Par la suspension — voire la suppression totale — de leurs libertés, par la militarisation du travail, par les restrictions alimentaires, par une diminution de leur niveau de vie, par les destructions matérielles.

La population allemande, et en particulier la classe ouvrière allemande, fut d'ailleurs la première à en payer le

prix, lorsque l'arrivée au pouvoir de Hitler — avec l'assentiment tacite sinon le soutien des prétendues « démocraties » — ouvrit pour elle une ère de terreur et de répression, que ses meilleurs éléments payèrent de leur liberté et souvent de leur vie.

Puis vint la boucherie mondiale et ses millions de morts, pour la plupart sur le front de l'est européen. Tandis que des millions d'autres, Juifs en particulier, périssaient dans les camps de concentration nazis.

Mais, dans le domaine des crimes de guerre, les alliés se montrèrent à la hauteur de leurs adversaires.

En un an et demi, les bombardements lourds des « démocraties » sur les villes allemandes firent plus de victimes civiles que les troupes nazies n'en avaient fait en cinq ans d'occupation du territoire français. Dans la seule ville de Hambourg, ces bombardements firent plus de destructions que la Luftwaffe n'avait réussi à en faire subir à la Grande-Bretagne tout entière tout au long de la guerre ! Un seul bombardement sur Dresde, en février 1945, fit en dix heures deux fois plus de morts que les bombardements allemands n'en avaient fait en Grande-Bretagne pendant toute la guerre !

Quant au Japon, il compta un million de morts au moins dans la population civile, tous tombés dans les derniers temps de la guerre, un tiers victimes des deux bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki.

Bien sûr, les généraux alliés ne manquèrent pas de justifier ces destructions massives de dernière heure par la nécessité de briser toute résistance militaire, tant en Allemagne qu'au Japon.

Mais aucune nécessité militaire n'imposait la destruction presque complète des grandes villes ouvrières d'Allemagne ou du Japon. Ce n'était quand même pas dans les quatre millions de logements détruits par les bombardements alliés en Allemagne que pouvaient se cacher les V2 et autres armes secrètes d'Hitler ! Et les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki furent lâchées alors que la capitulation du Japon était acquise.

Mais dans ces logements, dans ces villes rasées au nom de la « liberté » et de la « démocratie », vivait la classe ouvrière des pays vaincus. Et c'était elle le véritable objectif des bombardements « démocratiques ». C'était sa résistance possible, sa révolte possible, que les dirigeants du monde capitaliste, avec la complicité des bureaucrates russes, voulaient briser.

La Première Guerre mondiale avait accouché d'une vague révolutionnaire ; pourquoi pas la seconde ? Les dirigeants du monde capitaliste avaient peur de cette population laborieuse, allemande ou japonaise, qui avait payé si cher la préparation et la mise en œuvre de la boucherie mondiale, et qui avait tant de comptes à régler après ces années de dictature sanglante.

François ROULEAU

« Tilla » d'Ilse Koehn

Ce roman débute avec les bombardements des Alliés à Dresde, le 13 février 1945 : une pluie de bombes à grande puissance tombe sur la ville, suivie de bombes incendiaires qui brûlaient ce qui n'avait pas été écrasé !

Dans cette tourmente, Renate, l'héroïne du livre, une jeune adolescente de 15 ans, perd toute sa famille. Le roman retrace ensuite l'exode vers Berlin où elle rencontre Rolf, lui aussi âgé de 15 ans, mais qui fuit les Jeunesses Hitlériennes. Car on a voulu l'enrôler pour cette fin de guerre.

Nous suivons ensuite leur histoire dans cette débâcle, lors de l'arrivée de l'Armée Rouge, leur recherche de nourriture tout simplement, leur peur et aussi leur histoire d'amour. A travers eux, c'est une partie de la population que nous voyons vivre ces moments dramatiques.
L'école des loisirs, 35 F.

L'héroïne de Tilla revient à Dresde où elle habite, peu après la fin du bombardement :

« Renate, appuyée sur son vélo, regardait le tas de débris encore fumants et ne comprenait pas, ne pouvait pas comprendre que sa maison et sa rue n'étaient simplement plus là. Elle observait un groupe de garçons des Jeunesses Hitlériennes en train d'entasser des cadavres ;

fascination morbide. De temps en temps un bras ou une jambe tombaient, ils les ramassaient comme les morceaux d'une poupée et les lançaient sur le tas.

« Renaten ! »
Abasourdie, elle se retourna, regarda... Était-ce M. Breuer ? L'homme qui tenait le kiosque à journaux du coin ? *Avait tenu*, car il n'y avait plus de coin ni de kiosque.

« Renaten ! » appela-t-il encore d'une voix enrouée et aiguë. Son visage était noir ainsi que ses vêtements. Ils pendaient comme des haillons, des haillons brûlés, calcinés, brûlés, calcinés.

Ses cheveux et ses sourcils avaient disparu. Un effluve doux, écœurant, de chair brûlée, le précédait. Elle recula quand il tendit les bras vers elle comme pour l'embrasser. Ses yeux brillaient étrangement : les yeux d'un fou.

« Renaten ! Viens, Renaten ! » Elle se mit derrière sa bicyclette. « On n'aime plus l'oncle Breuer, hein ? » Et alors il se mit soudain à rire, d'un rire hystérique à donner des frissons dans le dos, puis il dit d'un ton traînant : « Rôtis, rôtis. Ils ont tous été rôtis comme des agneaux de Pâques. Tous sans exception. Ma Clara et mon petit Trudy, les Schiller et la vieille Marta Schwindt, Lisa Wenkenberg avec ce petit coquin de Rudi. Tous morts, tous rôtis comme des agneaux de Pâques. » Il se pencha en arrière, riant encore d'un rire de fou.

Renate saisit sa bicyclette et courut, courut, trébucha, tomba et

se releva. Elle s'enfuit loin de cette voix aiguë d'aliéné qui répétait : « Tous rôtis ! Tous morts ! »

Elle ne se rappellerait jamais où elle était allée et combien de temps elle avait marché, trébuché dans les débris de sa ville, le sac de pommes de terre brinquebalant contre la roue avant de son vélo. Mais elle se rappellerait la puanteur, la puanteur douce et nauséabonde qu'il y avait partout et puis les corps. Des centaines de corps dans le petit bassin du parc d'Altmarkt. Des piles de corps brûlés au lance-flammes. Des corps entassés le long du mur de la gare brûlée et bombardée. Des corps de gens et d'animaux recouvrant les pelouses du zoo. Elle se rappellerait le léopard grotesquement pendu dans un arbre. Des cadavres habillés, d'autres nus et des morceaux de cadavres flottant dans l'Elbe quand elle traversa le pont Augustus en même temps qu'un groupe de survivants. Une foule en transe qui fuyait le désastre en chancelant. Des apparitions effrayantes au visage noirci, aux yeux morts et aux vêtements brûlés. Certains traînaient les restes de leurs biens dans des charrettes à bras. D'autres portaient des valises ou serraient des objets contre eux. Une femme poussait un landau où il n'y avait que le cadavre noirci de son enfant calciné.

Une fois qu'elle eut atteint l'*Autobahn*, la voie principale, la foule, comme par un accord tacite, tourna vers l'ouest. L'ouest, loin de l'armée russe qui approchait. Renate se dirigea vers le nord. »

8 mai 1945 :

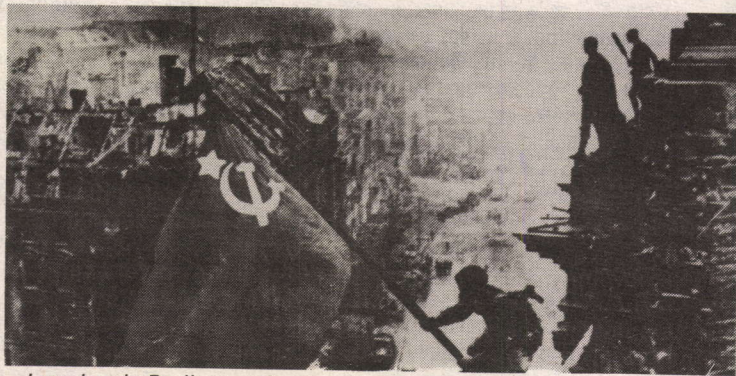
la fin de la barbarie nazie, mai

□ Sur la guerre en Allemagne...

« Le pont » de Manfred Gregor

A la fin de la guerre, pour combler les pertes humaines de plus en plus grandes, l'armée allemande enrôla des recrues de plus en plus jeunes, presque des gamins parfois.

Manfred Gregor raconte le sacrifice de sept de ces jeunes, qui ont à peine 16 ans, auxquels a été confiée la garde d'un pont. Autour d'eux, c'est la débâcle. Les soldats plus âgés désertent en tentant d'échapper à la police militaire.



La prise de Berlin en ruines par les troupes russes.

Les sept jeunes, eux, ne veulent pas être des « lâches ». Alors, parce qu'un général a pensé que sept soldats en herbe tiraillant sur les batail-

lons de l'armée américaine, ce serait quelques heures de gagnées, ils se battent, jusqu'à la mort. Pour rien.

Livre de Poche

□ ... en URSS

« Aux portes de Moscou », « Sur la Vistule », « La chute de Berlin » de Mendel Mann

Cette trilogie, largement inspirée de la vie de l'auteur, a pour personnage central un jeune Juif polonais.

Il s'engage dans l'Armée Rouge lors de l'attaque allemande en 1941, mais il y retrouve aussi l'antisémitisme.

Dans les trois volumes le héros décrit la sauvagerie et l'héroïsme que fait naître la guerre, les populations déplacées, le règne étouffant de la bureaucratie et le souffle de

liberté que paradoxalement les combattants redécouvrent. De Moscou à Berlin en passant par Varsovie insurgée, on suit Menahem ballotté — comme des millions d'autres — par l'orage de la Deuxième Guerre mondiale. Des livres importants à lire pour comprendre la vie des populations soviétiques lors du conflit.

Trois volumes en Livre de Poche - 18 F chaque

« L'île d'espérance »

d'Erich Maria Remarque

Tandis que l'armée allemande était contrainte de reculer sur le front russe, le soldat Ernst Gläber réussissait à décrocher la permission dont il rêvait depuis deux ans.

Mais la ville qu'il retrouva n'était plus celle qu'il avait quittée. La maison familiale n'était plus qu'une ruine, et ses parents avaient disparu : les bombardiers alliés étaient passés par là. Les rues et les édifices publics débordaient de sans-abri, de gens perdus qui n'arrivaient pas à réaliser ce qui leur arrivait. Au milieu du chaos, une seule chose semblait continuer à fonctionner

imperturbablement : la machine bureaucratique de l'Etat nazi et son appareil de répression.

Comme il l'avait fait pour la guerre de 1914-18 dans *A l'ouest rien de nouveau*, Remarque dénonce l'imbécillité criminelle du militarisme, qu'il soit revêtu de l'uniforme nazi ou de celui des « démocraties ». Ce qu'il décrit est bouleversant et révoltant, mais pas pessimiste. Ernst Gläber et quelques-uns de ses personnages expriment aussi cet espoir d'une autre vie.

Livre de Poche



□ sur l'occupation américaine en Italie

« La peau » de Curzio Malaparte

Parmi les romans italiens qui évoquent l'arrivée des Américains à Naples et la « Libération », celui de Curzio Malaparte, *La peau*, est sans doute l'un des plus réalistes et des plus durs aussi, mêlant des tableaux sur l'atrocité de la guerre à des réflexions sur la violence, la mort, la folie des hommes.

Dans une Naples « libérée », sur un fond de ruines et de misère, où la survie au jour le jour est la seule préoccupation de la population, Malaparte décrit les rapports qui s'établissent entre les troupes américaines, symboles de richesse, de réussite, et la population affamée, rapports essentielle-

ment basés sur le marchandage.

Après avoir, comme beaucoup d'Italiens, « collaboré » avec les Allemands, Curzio Malaparte « collabore » avec les nouveaux occupants américains. La victoire avait changé de camp.

Quoi qu'il en soit, son livre montre crûment comment l'occupation américaine du sud de l'Italie, loin d'être une « libération », servit à faire passer une population affamée du joug de la dictature à celui de la combine et de l'avilissement. De l'exploitation, toujours.

Livre de Poche

□ sur l'occupation alliée en Autriche...

« Enfants de Vienne » de Robert Neumann

Dans les ruines de Vienne « libérée » par les armées russe et américaine, des groupes d'enfants survivent, enfuis des camps d'extermination, rescapés de l'occupation allemande et des bombardements alliés.

Les occupants passent, les gosses tirent toujours leur subsistance des poubelles, volent... et s'entraident. Tout ce monde d'adultes, tout ce monde de fous, de tueries, de convoitises imbéciles, de magouilles ne les intéresse pas. Ils sont durs, car ils n'ont connu que la guerre et la haine, mais ils rêvent d'autre chose, d'un autre monde, avec des sardines à l'huile et des chasses d'eau dans les cabinets...

Le livre de Robert Neumann, publié en 1947, est une féroce dénonciation de la guerre et du monstrueux marchandage, entre vainqueurs, dont furent l'objet les pays — comme l'Autriche — laissés vacants par la retraite de l'armée et de l'administration allemandes.

Gallimard éditeur



L'hiver 1946 en Allemagne : des gamins fauchent du charbon dans un camion qui passe.

Nos seuls

Lorsque, il y a quelques mois, Reagan a accepté le programme de réceptions que lui proposait le Chancelier allemand Kohl, il ne s'attendait sûrement pas à ce que sa visite au cimetière allemand de Bitburg provoque tant de réactions. Car il est vraisemblable qu'il ignorait tout de ce cimetière, et en particulier le fait que, parmi toutes les tombes de soldats allemands, il y en ait une quarantaine de Waffen-SS.

Reagan voulait, à l'occasion du 40ème anniversaire de la fin de la guerre contre l'Allemagne, affirmer la réconciliation. Réconciliation entre l'Amérique et l'Allemagne, mais pas, évidemment, avec l'Union Soviétique, pour laquelle Reagan envisage la « guerre des étoiles ».

Toujours est-il qu'on comprend son étonnement. Pourquoi ce scandale à cause de quarante soldats morts, dont un certain nombre avaient 18 ans en 1945 ? Des soldats morts, Reagan, Kohl et leurs prédécesseurs à la tête des impérialismes américain et allemand,

ils en ont bien d'autres sur la conscience. Ceux-là n'auraient pas dû peser plus lourd !

Mais voilà, c'étaient des SS, et pour bien des gens de par le monde, les SS c'est le fascisme, le nazisme, les massacres et les camps de la mort. Alors, pour tous ces gens, saluer des SS, même morts, c'est, de la part des grands de ce monde, prétendre oublier ce que fut le nazisme.

En fait, Reagan ne fait que ramasser la monnaie de sa pièce. En ont-ils dépensé, des torrents de paroles, des articles, des déclarations, tous les dirigeants des puissances qui étaient alliées dans la Deuxième Guerre mondiale, pour affirmer que la guerre était une guerre des démocraties contre le nazisme, que le nazisme était quelque chose d'à part, d'extraordinaire, du jamais vu, et du qu'on ne reverrait jamais.

Alors maintenant, Reagan se voit reprocher d'oublier l'impardonnable. Mais en fait, cela fait longtemps que les dirigeants de l'impérialisme américain,

pas la fin de la barbarie impérialiste.

□ ... au Japon

Les holocaustes de Tokyo, Hiroshima et Nagasaki

□ De nombreux ouvrages ont porté témoignage sur l'horreur d'Hiroshima et Nagasaki. Le massacre nucléaire qui a marqué la fin de la guerre, en août 1945, au Japon, n'a pas été voulu et organisé par on ne sait trop quels « barbares nazis ». Non, les dirigeants politiques de la grande démocratie américaine en furent les exécuteurs. Ces premières bombes atomiques qui rasèrent littéralement — corps et biens — deux grandes villes japonaises ; ces bombes lâchées par les défenseurs de la démocratie impérialiste blanche sur des populations de couleur — le racisme anti-japonais de certains Américains s'est révélé exterminateur comme l'antisémitisme de certains Allemands ; ces bombes furent comme le symbole que la barbarie était bien dans les deux camps impérialistes.

Dans un livre intitulé *La guerre au Japon*, le journaliste libéral français Robert Guillain, qui vécut la presque-totalité de la guerre au Japon même, en tant que correspondant de presse, relate et les monstrueux bombardements de Tokyo des 9 et 10 mars 1945 par l'aviation américaine, qui auraient fait près de 200 000 morts, et les holocaustes suivants, nucléaires, d'Hiroshima et Nagasaki.

Robert Guillain raisonne en libéral bourgeois, et discute de la responsabilité ou non des « peuples ». Quand il évoque le prolétariat japonais, c'est sous l'expression de « masses incultes et brutales ». Mais il raconte ce que fut la guerre là-bas.

A propos d'Hiroshima, il fournit entre autres ces souvenirs d'une simple ménagère :

« C'était à Hiroshima, ce matin du 6 août. J'avais rejoint une équipe de femmes qui comme moi travaillaient comme volontaires à faire des coupe-feu de protection contre les raids incendiaires, en démolissant pour cela des rangs entiers de maisons.

Notre groupe, en file indienne, avait passé le pont de Tsurumi quand, sans qu'il y ait eu alerte, un avion ennemi apparut tout seul, très haut au-dessus de nos têtes. Ses ailes d'argent brillaient au soleil d'un vif éclat. Une femme cria : « Oh ! regardez, un parachute ! » Je me tournai dans la direction qu'elle désignait, et juste à ce moment-là un éclair fulgurant occupa le ciel entier.

Est-ce l'éclair qui vint le premier, ou le bruit de l'explosion, déchirant mes entrailles ? Je ne me rappelle plus. J'avais été jetée par terre, aplatie sur le sol, et immédiatement le monde commença à s'écrouler autour de moi, sur ma tête, sur mes épaules. Je ne voyais plus rien. Il faisait complètement noir. (...)

Je finis tout de même par arriver à me dégager en rampant. Il y avait une odeur terrible dans l'air. Pensant que la bombe qui nous avait frappés pouvait être une bombe incendiaire au phosphore jaune, comme il en tombait sur tant d'autres villes, je me frottai le nez et la bouche assez fort avec mon *tenugui*, une sorte de serviette japonaise que j'avais

à la ceinture. A mon horreur je découvris que la peau de mon visage était restée dans la serviette. Ah ! celle de mes mains, celle de mes bras se détachait aussi ! Depuis le coude jusqu'au bout des doigts, toute la peau de mon bras droit s'était décollée et pendait de façon grotesque. La peau de ma main gauche se défit aussi, les cinq doigts, comme un gant.

Je me retrouvai assise par terre, anéantie. Peu à peu je réalisais que toutes mes compagnes avaient disparu. Qu'est-ce qui leur était arrivé ? Une panique frénétique me saisit, je voulais fuir, mais où ? Tout n'était plus que débris, charpentes, poutres et tuiles de toit, sans plus aucun point de repère.

Et qu'est-ce qui était arrivé au ciel, ce ciel si bleu un moment avant ? Maintenant il était noir comme à la tombée de la nuit. Tout apparaissait vague et brouillé. C'était comme si un nuage couvrait mes yeux, et je me demandais si j'avais perdu mes sens. Je finis par apercevoir le pont de Tsurumi et me précipitai jusque-là en courant, enjambant les entassements des décombres. Ce que j'aperçus alors sous le pont me bouleversa.

Par centaines des gens gisaient dans la rivière. Était-ce des hommes ou des femmes, je ne pouvais pas le dire, ils étaient tous dans le même état : leurs visages étaient bouffis et couleur de cendre, leurs cheveux hirsutes, ils tenaient les mains levées, et



Quand l'impérialisme rasait les villes japonaises pour terroriser la classe ouvrière.

avec des grognements de douleur ils se jetaient à l'eau. (...)

Passé le pont, je découvris en regardant derrière moi que tout le quartier de Hatchobori avait soudain pris feu, à ma surprise, car je croyais que seul le quartier où j'étais avait été bombardé. (...)

Sous le pont de Kojin, qui était à moitié écroulé et avait perdu ses fortes rambarde de béton armé, je vis flotter dans l'eau comme des chiens crevés un grand nombre de cadavres, à peu près nus, leurs vêtements étant en lambeaux.

Dans les dernières pages de son livre, Robert Guillain écrit :

« Moi-même qui écris ses lignes, j'ai vu Hiroshima après la bombe, de mes yeux vu, mais c'était trois mois après, la paix revenue. (...) Dans le cercle de désolation, rien n'avait changé depuis la tragédie, je voyais la ville toute semblable à ce qu'elle était juste après le cataclysme... moins les morts et les mourants. Je voyais la ville ? Disons plutôt que je voyais l'absence de la ville. Celle-ci avait disparu presque sans laisser de traces. Aujourd'hui, mes souvenirs, vieux de trente ans et plus, s'estompent dans le détail, mais c'est comme pour mieux me remettre en mémoire le choc, le coup au cœur qu'on ressentait à ce spectacle. Cette ville avait été escamotée, effacée du sol et de la carte. L'impression de vide était

d'autant plus saisissante que le terrain sur lequel Hiroshima avait vécu était une plaine tout à fait plate, delta d'une rivière à cinq ou six doigts qui écartait au loin les collines grises d'alentour. Vers le point zéro, aussi loin que l'œil pouvait voir, là où il y avait eu une cité, ses rues et ses foules, il n'y avait plus que cette base horizontale, ce désert gris et roux qui ne portait presque aucune ruine. »

Et combien de morts firent ces bombes atomiques ? Entre 250 000 et 500 000 aurait dit Truman ; un million selon le secrétaire d'Etat américain à la Guerre. Davantage encore selon certains Japonais, car les bombes sur Hiroshima et Nagasaki allaient tuer longtemps encore après 1945.

« De quand date votre dernier mort atomique ? », demandait Guillain en 1962 à un médecin de l'hôpital atomique de la Croix-Rouge japonaise, à Nagasaki. — « Mais c'était hier », répondit-il. Des gens pouvaient être restés en bonne santé — apparemment bonne du moins — pendant des années, jusqu'au moment où ils mouraient en six mois, tous les organes détruits. Ou bien des gosses vécurent encore des années, atteints de microcéphalie, parce que, irradiés dans le ventre de leur mère, ils étaient nés avec un crâne gros comme celui d'un singe.

ennemis sont les ennemis vivants

anglais, français, pour ne citer qu'eux, ont pardonné aux nazis. Parce que quand Hitler était au pouvoir, toute l'industrie allemande tournait, toutes les banques allemandes fonctionnaient. L'appareil d'Etat dans son entier — avec ses policiers, ses administrateurs, ses grands commis, ses juges — fonctionnait. Normalement, pourrait-on dire. Tous ces gens-là ont vu venir le nazisme. Ils ont accepté la mainmise de Hitler sur le pouvoir politique, ils l'ont soutenu, ils ont connu, bien sûr, l'existence des atrocités de l'armée allemande et l'existence des camps de concentration qui sont apparus dès 1933 pour les opposants allemands au régime de Hitler.

Toutes ces classes dirigeantes de l'économie et de la politique ont continué de diriger l'Allemagne sous Hitler, et ils ont continué de diriger l'Allemagne après le 8 mai 1945. Et si ce n'est plus eux, ce sont leurs héritiers, leurs descendants, qui la gouvernent aujourd'hui.

Car, il ne faut pas nous y

tromper, le nazisme allemand, comme le fascisme italien, comme la dictature franquiste en Espagne, comme celle des colonels en Grèce, comme celle de Pinochet au Chili, comme celle des militaires argentins ou brésiliens, c'est un produit du capitalisme, c'est un moyen que la classe des capitalistes utilise pour gouverner lorsqu'elle n'est pas assez riche pour se payer le luxe de la démocratie.

Et aujourd'hui, en ce 40ème anniversaire de la capitulation de l'Allemagne, nous, tous les travailleurs, devons nous souvenir que ce ne sont pas des uniformes, fussent-ils ceux de SS, qui nous désignent nos vrais ennemis.

Nos véritables ennemis, ils sont généralement en civil. Ce sont ceux qui dirigent l'économie, qui profitent des crises, et qui un jour nous font passer de la crise et de la guerre économique à la guerre tout court.

Le seul adversaire véritable des travailleurs et des peuples, c'est le système capitaliste.

(Editorial des Bulletins d'entreprise du 6 mai 1985)



Bitburg : nos seuls ennemis sont bien vivants. eux !

Ce que fut, malgré les amnésies du PCF, le 8 mai 1945 en Algérie

Au milieu du concert de ceux qui chantent la victoire de la liberté sur la barbarie nazie, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'armistice *L'Humanité* y va bien sûr de son couplet. Entre autres évocations ayant trait à cette période du 8 mai 1945, on apprend que, « sur le plan international, le nuage le plus proche s'était cependant levé en Algérie — déjà — et *L'Humanité* du 13 mai titrait : « Il est juste temps de réparer des erreurs criminelles », demandant qu'on « arrête les vrais coupables » à la suite des massacres colonialistes du Constantinois » (extrait d'un article intitulé *La grande joie du 8 mai 1945* de Pierre Durand) (*L'Humanité* du 8 mai 1985).

Dans le même numéro de l'organe central du PCF, quelques pages plus loin, un autre rédacteur, dans un article cette fois exclusivement consacré à l'Algérie et à ce que fut cette « joie du 8 mai » pour le peuple algérien réprimé et massacré sans pitié par les troupes coloniales françaises, rappelle que ce jour-là, « aux cris « d'Algérie indépendante » ont répondu les balles des forces coloniales et des massacres... » que « la répression fut terrible », que « des villages entiers ont été détruits, leurs habitants massacrés, leurs cadavres brûlés dans des fours à chaux », que « les bateaux de la marine française bombardaient des villages de la côte, notamment près de Bougie ». Une réalité que les militants nationalistes algériens, ou même ceux qui, de France, ont suivi les événements, n'ont pas pu oublier.

Et si l'on en croit l'auteur de l'article, les révoltes algériennes de 1945 furent le creuset où se formèrent les futurs leaders de la révolution nationaliste, qui amenèrent l'Algérie à l'indépendance. « Neuf ans et demi plus tard, écrit-il en effet, le 1^{er} novembre 1954, l'Algérie se souleva pour la dernière fois avant la libération, avec à la tête de ses combattants de la liberté ceux qui, dès mai 1945, avaient pris le maquis ».

Très juste. Ce n'était pourtant pas ce ton qu'on relevait dans *L'Humanité* des jours de mai 1945 qui suivirent les manifestations et les massacres, à Sétif ou à Guelma. Car à l'époque le Parti Communiste Français, qui sous la présidence du général De Gaulle participait au nouveau gouvernement, so-disant démocratique, de la France, avait préféré faire allégeance à celui-ci et à la bourgeoisie dont il défendait les intérêts, plutôt que de se ranger ouvertement et sans équivoque dans le camp de ceux qui, en Algérie, voulaient aussi des fruits de la « victoire », un changement profond à leur sort et pensaient que la « Libération » serait pour eux le droit à l'indépendance nationale.

Mais, dans *L'Humanité* de ce mois de mai 1945, ce fut d'abord... le silence. Pas un mot des massacres et de l'atti-

tude des autorités coloniales et des Européens là-bas. Simplement, le 11 mai, la publication, sans commentaire, du communiqué du Gouvernement Général. Puis, le 12 mai, une première interprétation des faits qui mérite d'être citée largement.

Ainsi, pour le Parti Communiste Français, « depuis que sont connus en Algérie les résultats du premier tour des élections municipales, nous voyons se réaliser point par point la provocation préparée au Gouvernement Général avec l'aide de quelques policiers de bas étage, et naturellement quelques éléments provocateurs au sein des populations algériennes... La population musulmane, complètement affamée, a été facilement poussée par quelques provocateurs bien connus de l'administration, à des violences. On compte des morts... »

Le 14 mai, le thème des « provocateurs » se précise. Des militants algériens (pas ceux du Parti Communiste Algérien, bien sûr, qui lui reste dans le sillage du PCF) sont mis en cause, mais les noms ne sont pas encore lâchés.

« Et voilà qu'aujourd'hui le Gouvernement Général rejette l'entière responsabilité sur des éléments musulmans. Qu'il y ait parmi eux quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord ». Voilà pour la technique de l'amalgame.

Enfin, le 19 mai 1945, *L'Humanité* réclame des châtiements : « Les musulmans des campagnes qui n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages, dont les chefs sont connus comme mouchards au service de Berque, directeur des Affaires musulmanes, sont pourchassés... » Voilà pour la thèse du peuple manipulé par des chefs traîtres !

Et d'ajouter plus loin : « Ainsi se réalise le plan des fascistes français et algériens... Pour que l'ordre existe vraiment en Algérie, il faut immédiatement... punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes ».

Dix jours plus tard, le 29 mai, on donne enfin des noms. On parle des « Amis du Manifeste » (organisation de Ferhat Abbas à l'époque), « organisation pseudo-nationaliste dont les tueurs ont participé aux événements de Sétif et d'ailleurs ».

Ce ne fut d'ailleurs qu'en janvier 1946 que *L'Humanité* consentit à parler de l'ampleur de la répression coloniale et de sa violence, en avouant « 4 000 exécutions en mai dans la région de Guelma » alors qu'aujourd'hui le chiffre de

AFP



45 000 morts est communément avancé !)

Voilà pour les mensonges des dirigeants du PCF de l'époque.

Les ouvriers et les militants communistes des générations actuelles, s'ils savent parfois que les députés du PCF ont voté en 1956 les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet qui intensifia la guerre, ignorent par con-

tre la plupart du temps les positions des dirigeants communistes en mai 1945.

De 1981 à 1984, ils ont été témoins des compromissions de la direction du PCF, pour rester au gouvernement. Ces compromissions n'étaient pourtant pas les premières ni les pires ! D'omissions en contorsions, le PCF ne s'attarde

pas sur ce qu'a été sa politique algérienne, qui l'a amené, pour préserver sa place au sein du gouvernement gaulliste des années de l'après-guerre, à se faire complice d'un des épisodes les plus sanglants de la répression coloniale française. Car ses ministres sont restés au gouvernement après l'insurrection algérienne de mai 1945 !

Au sommaire de « Lutte de Classe » d'avril 1985



- ☐ Le racisme, avatar du nationalisme
- ☐ Les organisations nationalistes des « dernières colonies françaises » à la recherche d'une reconnaissance par l'impérialisme
- ☐ Vers un « Parti des Travailleurs » ou un rassemblement électoral des déçus du mitterrandisme ?
- ☐ « Socialist Action », le scargillisme et la grève des mineurs

Les travailleurs des usines Renault face aux menaces de licenciements

A R.V.I. - Vénissieux

NOUS ne savons pas de quelle manière les travailleurs de Renault auront répondu à l'appel de la CGT à participer, le vendredi 10 mai, à une journée nationale « pour garantir l'emploi de tous ».

Les responsables de la CGT ont surtout milité pour que la manifestation cen-

trale à Paris soit un rassemblement conséquent et, par ce choix du 10 mai — quatrième anniversaire de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République — ils invitaient d'une certaine façon les travailleurs à manifester contre la politique du gouvernement.

A Renault Véhicules Industriels (à Vénissieux), la CGT appelait à vingt-quatre heures de grève et à la manifestation à Paris. (Un train était prévu pour les différentes entreprises R.V.I. et Renault de la région Rhône-Alpes). Les militants CGT en parlaient depuis un certain temps et faisaient du battage. Dans certains secteurs ils étaient très

mobilisés et allaient discuter avec les travailleurs individuellement pour les convaincre de venir. Ils leur donnaient un tract qu'ils devaient rendre signé disant qu'ils s'engageaient à débrayer et à venir manifester à Paris. Cependant la manifestation ne rencontrait pas un grand écho. Les travailleurs ne croyaient pas à l'utilité d'une telle

manifestation et ne pensaient pas qu'il soit possible d'empêcher la direction d'appliquer sa politique. Dans l'ensemble, ils ne se sentaient guère concernés par la journée du 10 mai, même si des travailleurs cependant comptaient débrayer et, pour ceux qui sont les plus proches de la CGT, venir à Paris.

A Billancourt

Dès que la décision fut prise le 25 avril au soir que le 10 mai serait une journée d'action avec manifestation à Paris, les dirigeants CGT de Billancourt, qui donnaient manifestement le ton général, réunissaient les militants de l'usine. Devant deux cents présents, le secrétaire de la CGT de Billancourt, Fournier, brossait la situation du groupe : 12,5 milliards de déficit, que venait d'annoncer le P-DG Besse, et menaces de licenciements. Il dénonçait la mauvaise gestion de la Régie, la politique de « casse » de l'industrie automobile nationale au profit d'une politique du « tout à l'étranger ».

Fournier expliquait surtout qu'il fallait mobiliser 20 000 travailleurs pour la manifestation ; qu'elle serait le point fort de la journée ; qu'il faudrait qu'y participent, pour accueillir les travailleurs des entreprises Renault de province, 5 000 travailleurs des différents centres de la région pari-

sienne, dont 1 500 de Billancourt.

Le discours syndical fut accueilli avec une certaine perplexité de la part des 200 militants réunis.

Mais ils se mettaient au travail pour assurer le succès de la manifestation. De nombreux tracts étaient diffusés, des réunions convoquées, entre autres sur les heures de repas, au département 14 à Billancourt, et des meetings dans l'île Seguin. Trente à quarante cars étaient prévus pour conduire les travailleurs de Billancourt, et des militants plaçaient des « bons de soutien » ; des « paniers-repas » étaient prévus pour le jour de la manifestation.

De toute évidence, le débrayage et la manifestation du 10 mai rencontraient l'adhésion d'une bonne partie des syndiqués de la CGT, attachés à en faire une réussite, et l'adhésion aussi d'un certain nombre de travailleurs, et dans le milieu des professionnels, et dans le milieu des OS.

A Flins

De la même façon, à Renault-Flins, le secrétaire de la CGT de la métallurgie, Sainjon, venait en personne sur place le 6 mai. Il arriva à la grande porte du parking juste avant la sortie de l'équipe du matin mais il n'y eut pas de prise de parole sur le parking. Une réunion eut lieu au local syndical, avec une centaine de travailleurs, mais surtout des militants syndicaux : quelques responsables du Comité d'entreprise, les permanents fédéraux et départementaux venus pour la circonstance, et 60 à 80 militants de l'usine. Cent

cinquante travailleurs environ, à Flins, étaient mandatés au titre de délégués du personnel CGT ou autre fonction syndicale. Mais tous n'étaient pas présents.

A Flins, de toute façon, la CGT n'a pas la force militante qu'elle a à Billancourt. Une réunion convoquée le mardi 7 mai par les dirigeants de la CGT au bâtiment S, où la tôlerie de la Super-Cinq est assemblée, rassemblait seulement 25 travailleurs, au plus fort de la prise de parole (sur 500 personnes que compte l'atelier).

Et la CFDT ?

Du côté de la CFDT, les prises de position ont été très diverses selon les usines.

A Flins, Saint-Ouen, Le Mans, les responsables de la CFDT ont appelé les travailleurs à se joindre à la journée décidée par la CGT. Mais la CFDT n'appelle pas à Vénissieux. Elle n'appelle pas à Billancourt où ses

dirigeants se sont illustrés par un tract pour le moins démobilisateur, diffusé le 2 mai : « La CFDT rejette l'initiative politicienne et inefficace du 10 mai » peut-on y lire, avec aussi cette phrase : « Le 10 mai n'est pas neutre ; ça sent l'action politique à plein nez en utilisant l'inquiétude réelle des travailleurs à des fins politi-

ques ». Et la CFDT de Billancourt oppose, à « l'initiative politicienne » de la CGT, la sienne, présentée comme « l'action unitaire de l'ensemble des salariés et des organisations syndicales, le 21 mai, lors de la tenue du Comité central d'entreprise ».

Des perspectives ?

Evidemment, la CGT mène sa politique. Evidemment, elle tient au succès surtout de « sa » journée, de « sa » manifestation du 10 mai sans dire s'il y aura ou non une suite, et laquelle.

La manifestation centrale à Paris n'est pas conçue par la direction de la CGT comme l'expression d'un mouvement large et profond qu'elle aurait cherché à organiser dans toutes les usines Renault comme dans les autres usines de l'automobile, ou même, pourquoi pas, dans d'autres entreprises où planent ou pèsent les problèmes de licenciement. La direction de la CGT s'en tient à vouloir organiser une manifestation spectaculaire, avec, autour peut-être de 1 500 à 2 000 travailleurs de Billancourt, une centaine de travailleurs de chacune des autres entreprises du groupe. La CGT cherche à mobiliser la minorité qu'elle pense mobilisable, pour se montrer elle-même, et pour conserver aux plus combattifs leur moral.

Cela dit, malgré les calculs sectaires des uns et des autres, l'intérêt des travailleurs de Renault, comme de tous les travailleurs, est évidemment que cette journée du 10 mai soit une réussite. Même limitée à la réussite d'une manifestation.

Et même si, du côté ouvrier, la division syndicale est mal ressentie là où elle se manifeste ; même si les OS immigrés nourrissent encore de la méfiance à l'égard de la CGT dont ils se rappellent la politique à Talbot ; même si les axes « nationalistes » de la propagande cégétiste — la défense de l'automobile française, le rapatriement en France des fabrications d'Espagne, de Belgique ou

des USA — ne touchent que peu la grande majorité, les travailleurs les plus combattifs sentent cependant qu'il y va de la garantie de leur emploi, de leur niveau de vie, et se sentent plutôt partants pour répondre présents le 10 mai. D'autant plus que cette manifestation rassemblera des travailleurs de toutes les usines du groupe.

Correspondant LO

Ça roule pour Peugeot

La direction de PSA (le groupe Talbot-Peugeot-Citroën) se frotte les mains. Les affaires reprennent. C'est elle qui le dit et elle sait de quoi elle parle.

Grâce à la petite 205 Peugeot qui a pris la première place sur le marché français, elle fait la pique à tous les autres constructeurs, et notamment à Renault. Entre 1983 et 1984, la part de PSA dans le marché national est passée de 32,2 % à 33,1 %, alors que celle de la Régie Renault passait dans le même temps de 35,1 % à 31 %.

Calvet, le P-DG du groupe, qui a mis en œuvre « un programme de réduction des coûts de production », a même eu les félicitations de

François Mitterrand lors d'une récente émission télévisée, pour cette « compétitivité retrouvée ».

Une façon de rendre hommage aux bonnes vieilles méthodes, toujours efficaces, des patrons : payer moins en salaire en licenciant et en bloquant les augmentations pour les travailleurs !

Y a pas à dire ! Cela valait bien les quelque 4 000 licenciements qui ont frappé les travailleurs de Talbot et de Citroën, il y a peu de temps ; ces licenciements autorisés et justifiés par le gouvernement ! On ne va quand même pas s'attaquer aux dividendes des actionnaires...

La direction cherche à rentabiliser l'entreprise... sur le dos des travailleurs

□ Depuis plusieurs années déjà, la direction de RVI prend comme prétexte les difficultés de l'entreprise pour diminuer le personnel et faire travailler davantage ceux qui restent.

Les travailleurs sont partis en pré-retraite à 60 ans en 1976, puis à 58 ans en 1978, puis à 56 ans à partir de 1979, et maintenant à 55 ans depuis juin 1984. D'autre part, en 1979, un « plan de sauvegarde de l'emploi » a entraîné plus de 1100 départs, soit en pré-retraite, soit avec une prime. Et de nouveau, depuis 1984, des plans de départs volontaires, avec primes, sont programmés. Le plan actuel prévoit 2 550 départs, surtout cette fois-ci chez les ETDA, mais aussi parmi les ouvriers de certains secteurs : usine de Limoges, secteurs de pièces de rechange, forges, fonderie et tubes à Vénissieux.

Cette fois-ci pourtant, on ne peut pas dire que les candidats au départ se bousculent. Aussi la direction fait-elle peser des menaces de licenciement, si les départs volontaires ne sont pas assez nombreux, et multiplie les pressions pour susciter les vocations au départ.

En même temps, elle revient peu à peu sur tous les avantages acquis.

□ LES BAISSSES DE SALAIRE

Elles ne sont pas rares. Dernièrement, l'usine de Mions, où était fabriqué l'outillage pour les forges ayant brûlé, les travailleurs de cette usine ont été mutés à Vénissieux. Mais alors qu'à Mions ils étaient dans le barème « outillage », ils se retrouvent en Fabrication avec des pertes de salaire de plusieurs centaines de francs (près de 1 000 F pour certains).

A l'atelier « tubes » de CD1, la direction a enlevé une prime d'indemnité de fonction à quatre soudeurs qui, bien qu'étant AF3, faisaient du travail de P1. Malgré l'avis contraire de l'inspecteur du travail, le chef d'atelier a maintenu sa décision. Ce même chef a convoqué un travailleur ex-peintre, qui avait droit à une garantie de ressources suite à la signature d'un accord de fin de conflit en 1971, et il lui a fait le chantage : « Si tu ne signes pas un papier où tu acceptes une baisse de salaire, il y aura procédure de licenciement ».

A l'usine Ponts, la direction vise à supprimer, à plus ou moins long terme, le système d'augmentations individuelles par lettres intégrées au salaire. Des chefs expliquent à des ouvriers, individuellement, que s'ils atteignent telle production, ou s'ils sont moins malades, ils auront une prime de 300, 500 ou 1 000 F (c'est selon, à la tête du client), mais pour un mois seulement ; il n'est pas question que leur paie augmente tous les mois !

□ LA VALSE DES MUTATIONS

Un des moyens de pression, c'est aussi les mutations ou « prêts » d'une usine à l'autre, d'un atelier à l'autre, ou d'un travail à un autre. RVI n'a pas besoin de lois sur la flexibilité pour la mettre en pratique.

Ainsi, des dizaines de travailleurs de la fonderie sont « prêtés » un peu partout et, quand ils reviennent de « prêt », mis à la disposition du bureau d'embauche. D'ailleurs, dans cet atelier, la direction a réouvert le plan de départs volontaires pour les ouvriers, en laissant entendre que les travailleurs immigrés ne sachant pas lire étaient trop difficiles à reclasser sur des lignes de montage (et que, donc, la meilleure solution pour eux serait de choisir le « retour au pays »).

Des travailleurs de l'usine Ponts sont prêtés à Monplaisir, à Feuillat ou à l'Emballage. Des travailleurs de Vénissieux sont aussi prêtés à Lyon-Feuillat, où il y a eu tellement de suppressions d'emplois que le retard dans le travail s'est accumulé. Pour combien de temps sont-ils prêtés ? Ils l'ignorent. Où iront-ils après ? On ne veut pas le leur dire.

□ LE TRAVAIL PLUS DUR

Les mutations se font presque toujours dans le sens de travailler plus dur.

Ainsi, au service d'entretien général, des professionnels sont remis en production, même à l'âge de 50 ans, et des chefs font courir le bruit dans les ateliers qu'ils coûtent trop cher pour assurer les réparations, car « ils passent la moitié du temps à discuter », paraît-il ! Beaucoup de travaux d'entretien sont maintenant faits en sous-traitance.

A l'usine Ponts, un régleur a été remis aux pièces. La direction a embauché des jeunes possédant un bac technique, triés sur le volet, qu'elle voudrait plus dociles et prêts à accepter de tout faire : le réglage, l'entretien électrique premier niveau (ce qui risque d'entraîner des suppressions de postes à l'Entretien), le travail aussi à la production, à un rythme que les travailleurs plus âgés ne peuvent pas suivre.

A l'atelier CDO, à l'équipement électrique, il y a quelques mois, les chefs avaient demandé de venir travailler la nuit ou le samedi : il y avait du travail, c'était un « secteur d'avenir » qu'il fallait préserver. Mais au mois de mars, changement de programme : une partie de la fabrication des faisceaux électriques sera transférée à Blainville et 80 personnes seront reclassées au montage « cars et bus ». Ces reclassements se font dans de très mauvaises conditions, car la direction ne se gêne pas pour remettre des gens handicapés sur des



Manifestation des ouvriers de R.V.I. pendant le débrayage du 24 avril.

lignes de montage ou en soudure. Elle prétend qu'un travailleur qui n'a qu'un œil ou une très mauvaise vue peut souder ou monter un moteur. Elle prétend aussi qu'un ouvrier qui a une maladie de cœur a besoin de faire de l'exercice et que cela lui fera du bien de travailler sur une ligne de montage. Les régleurs et les magasiniers sont remis à la production.

□ LES LICENCIEMENTS

La direction profite de la situation pour licencier ou faire partir tous ceux qu'elle n'estime pas assez « productifs ».

Ainsi à CDO, un ouvrier a été licencié sous prétexte que « ses absences nombreuses et répétées ne lui permettaient pas de remplir son contrat de travail ». Et il y en aurait bien d'autres à citer.

Des ouvriers de 50 ans de l'usine Ponts sont convoqués par la direction qui fait pression sur eux pour qu'ils partent avec 50 000 F.

□ LES MESQUINERIES

Et puis il y a toutes les petites mesquineries, qui sont autant d'occasions de rogner sur les avantages acquis et de faire travailler un peu plus : la feuille de paie qu'on remet seulement le soir au moment de partir à l'usine Ponts, parce que, en cours de journée, cela entraîne des discussions, et c'est de la production de perdue ; le changement d'horaire à la cantine des Ponts, pour les équipes : quatre services au lieu d'un, cela permet de supprimer une caissière et, comme il y a

moins d'attente, la direction supprime les 5 minutes de pause supplémentaires qui étaient accordées pour laisser le temps de traverser l'atelier. En rognant 5 minutes par-ci, 10 minutes par-là, la direction voudrait que pas une minute de production ne soit perdue, à moins qu'elle ne veuille surtout em... le monde !

□ LES PRESSIONS SUR LES MILITANTS

Enfin, de multiples pressions sont exercées aussi contre les militants syndicaux : mises à pied, avertissements, pressions sur les travailleurs qui font appel aux délégués, pressions pour ne pas aller aux réunions d'information syndicale sur le temps de travail.

□ LES REACTIONS

Les ouvriers ne restent pas sans réagir face à toutes ces pressions.

A l'usine Ponts, les ouvriers avaient débrayé pour soutenir un de leurs camarades qui refusait d'être muté à Bourg, et la direction avait cédé.

Aux Forges, il y a eu un débrayage contre la mise à pied d'un délégué.

A l'équipement électrique, à CDO, il y a eu plusieurs débrayages pour protester contre les suppressions d'emplois ou pour soutenir des ouvriers à qui on voulait imposer une mutation incompatible avec leur état de santé.

De nombreuses démarches aussi ont eu lieu auprès de l'inspecteur du travail pour lui demander d'intervenir quand la direction remet en cause des avantages acquis ou

licencie abusivement. Mais la direction de l'entreprise nationalisée se sent forte de l'accord tacite du gouvernement.

En attaquant les travailleurs un à un, en faisant pression sur eux souvent de manière isolée, sans que leurs camarades de travail le sachent, elle rend les réactions difficiles. Et elle croit pouvoir jouer de la peur du licenciement.

Les deux derniers débrayages sur l'ensemble de l'entreprise, le 29 mars et le 24 avril, ont été relativement bien suivis : près de 40 % pour le premier et un peu moins pour le suivant, chez les ouvriers. Cependant bien des travailleurs, s'ils débrayent parce qu'ils pensent que ce n'est pas possible de ne pas montrer leur mécontentement, le font quand même sans grande conviction. Ils pensent et disent que ces débrayages servent davantage à défendre les intérêts de la CGT que ceux des travailleurs. Ils ont perdu confiance dans la CGT. Elle n'a rien fait pendant trois ans, et l'actuel langage plus radical ne suffit pas à enlever la méfiance.

« Il faut sauver l'entreprise », dit la CGT, ou encore : « La bataille de France est engagée ». « Je roule pour mon emploi », dit le badge de la CGT, sur fond de losange Renault et de carte de France. Mais il faudrait d'autres objectifs aux ouvriers de RVI, car c'est aussi pour « sauver l'entreprise » que la direction leur demande de travailler toujours plus et dans des conditions plus précaires.

Alors aujourd'hui, il est difficile de réagir. Mais la rancoeur des ouvriers s'accroît.

Correspondant LO

□ **AIR-FRANCE (Orly-Nord)**

Le trafic aérien augmente, le mécontentement aussi

En deux semaines, trois débrayages ont eu lieu à Orly-Nord, rassemblant d'abord 100 puis 300 travailleurs. (Sur l'ensemble de la DM, la Direction du Matériel, on compte près de 5 000 salariés, dont la moitié d'ouvriers répartis en plusieurs équipes).

Depuis plusieurs mois, le travail augmente à Air-France, sans que l'embauche suive en conséquence. L'augmentation générale du trafic aérien, l'ouverture de la nouvelle chaîne Airbus sont à l'origine de cette situation (dans le cadre du groupe Atlas, Air-France entretient aussi les Airbus des autres compagnies). Mais surtout, c'est la politique de la direction qui est en cause. Car si elle a embauché, notamment des travailleurs intérimaires, les effectifs demeurent insuffisants. En outre, l'encadrement pousse à l'accélération du travail, aux heures supplémentaires, ou même demande à certains de décaler leurs jours de repos ou leurs congés.

On voit ainsi depuis quelques semaines, le vendredi soir

à la GV notamment (la GV ou Grande Visite, c'est-à-dire l'atelier de révision complète des avions), chefs et contremaîtres chercher activement des volontaires... pour venir travailler le samedi et le dimanche. Et des problèmes du même ordre se posent aussi dans d'autres secteurs d'Orly.

Alors, parce qu'ils en ont eu assez, une centaine de travailleurs ont débrayé à deux reprises les 24 et 25 avril à la GV et ont circulé dans toute la Compagnie aux cris de « 100 embauches pour la GV, 500 F pour tous ».

Cette revendication sur les salaires était venue s'ajouter à celles concernant l'embauche et les conditions de travail. (Il faut dire qu'à Air-France, les salaires ne suivent pas plus les prix qu'ailleurs, tandis que la Compagnie a fait 980 millions de bénéfices en 1984).

Les syndicats CGT, CFDT, SNMSAC (Syndicat des mécaniciens au sol), qui avaient appelé au premier rassemblement sans fixer de revendications précises, se sont sentis plutôt poussés en avant par les grévistes du 25 avril. Pas au

point d'ouvrir des perspectives claires toutefois, mais — la proximité des élections professionnelles aidant — assez quand même pour se livrer à une petite surenchère entre boutiques syndicales.

La CFDT, mettant à profit l'attitude plutôt frileuse des dirigeants de la CGT, prit ainsi les devants et appela la première à un nouveau débrayage le 2 mai, sur l'ensemble des secteurs d'Orly.

La faible durée du débrayage (55 minutes), sa mauvaise préparation (tracts distribués au dernier moment) et le ralliement tardif de la CGT n'empêchèrent pas cependant près de 300 personnes de se rassembler.

On en est là pour le moment. Une réunion syndicats-direction n'a rien donné, et les syndicats ne se sont pas manifestés depuis, excepté il est vrai le SNMSAC, pour nous recommander de rester... « vigilants », et, dernière minute, la CGT, pour nous appeler... à voter pour elle aux élections de délégués, le 23 mai !

Correspondant LO

□ **CYCLES PEUGEOT (Région de Montbéliard)**

Les bureaucrates syndicaux au travail

L'usine des Cycles Peugeot emploie dans la région de Montbéliard environ 3 800 salariés. On y fabrique des cyclos, motos, vélos et pièces automobiles. Il y a à l'usine un passé de forte combativité et de forte syndicalisation. Mais les choses ont changé et, depuis l'échec de la grève avec occupation de 1976, la CGT est passée de près de 1 000 syndiqués à 80 environ actuellement. C'est la CFDT qui est majoritaire, avec 55 % des voix aux élections de délégués, et 37 % à la CGT.

A la rentrée de septembre-octobre dernier, avec le changement de ton du PCF, les responsables de l'Union locale CGT, au cours de réunions aux Cycles, avaient déclaré que l'heure n'était plus à défendre des plans industriels de relance pour les Cycles, mais à s'orienter vers la préparation de la grève générale. Ils s'employaient à en convaincre leurs militants de l'usine, tout en déclarant qu'il fallait écarter des futures listes pour les élections de délégués quelques militants connus pour leurs

idées révolutionnaires. Jugés « pas dans la ligne », alors que c'est justement cette politique là que nos camarades défendaient depuis longtemps dans les ateliers, ils apparaissaient comme des gêneurs pour l'appareil de la CGT.

Après avoir été longtemps ajourné, le congrès du syndicat censé régler cette question était convoqué fin février. Au congrès, mise en minorité par 22 voix contre 11, la fraction PCF du syndicat désertait la séance au bout d'une demi-heure, suivant les ordres des permanents locaux et départementaux. La majorité restant, nullement impressionnée, continua les travaux du congrès, adopta des textes d'orientation. On élut même une nouvelle commission exécutive, dans laquelle les syndiqués avaient laissé toute leur place aux déserteurs, leur demandant de se « ressaisir ». Mais la fraction PCF a boudé, a ignoré les convocations aux réunions, accusant nos camarades de fractionnisme. Et les bonnes vieilles calomnies stalinienne réapparaissent : nos cama-

rades auraient détourné l'argent du syndicat pour le mettre dans les caisses de Lutte Ouvrière, ils auraient été payés par le patron (ce qui est effectivement le cas, comme tout ouvrier, à 4 500 F par mois...)

Au cours d'une de leurs réunions, de fraction, les quelques bureaucrates de la tendance PCF décidèrent même d'exclure de la CGT les 6 militants qui pourtant représentent, depuis le congrès de février, la majorité du syndicat et sa nouvelle direction.

Cette nouvelle direction fonctionne, publie ses tracts, a désigné des délégués syndicaux, et prépare les prochaines élections de délégués pour juin. Le syndicat existe, et vit.

Mais furieux, les responsables départementaux ont organisé un simulacre de congrès dans lequel ils ont créé, de fait, un nouveau syndicat CGT, qui a bien sûr l'appui de la confédération, à défaut de celui des travailleurs et de la majorité des syndiqués qui n'apprécient pas les méthodes dictatoriales.

Correspondant LO

« Joss Vandal » ou... les patrons chasseurs de primes

« Décoder l'information économique », « clarté et pragmatisme », sont les qualités dont se réclame *Science & Vie Eco-*

nomie. Et en effet, dans son numéro 6 de mai 1985, ce mensuel propose un abécédaire pour patron débutant :

LES CONSEILS D'UN VIEUX CHASSEUR DE PRIMES À UN ENTREPRENEUR



Cette instructive bande dessinée explique ensuite que « s'il n'y a pas de PAT (Prime d'Aménagement du Territoire), il y a au moins des Primes Régionales à l'Emploi... 10 000 F dans les villes par emploi. Qu'il ne faut pas oublier les Primes Régionales à la Création d'Entreprise : 150 000 F. Sans compter que l'on peut aussi obtenir des rabais sur les bâtiments, des prêts ou des locations très avantageuses, des exonéra-

tions d'impôts locaux, de taxes professionnelles, etc.

On sait que l'Etat n'est pas fainéant quand il s'agit d'inventer des moyens de distribuer de l'argent aux patrons. Il y en a tellement que les moins dégoûtés d'entre eux se mélangent un peu les pinces. Même quand on leur fait un dessin... vont-ils tout comprendre ?

André CASTILLE



TELEPHONIE

Les branchés du profit

Le 1^{er} juillet 1985, la CIT-Alcatel, filiale à un peu plus de 50 % du groupe nationalisé CGE (Compagnie générale d'électricité), devrait fusionner définitivement avec la société Thomson-Télécommunications. Ainsi sera achevée la concentration de la quasi-totalité des activités téléphoniques françaises au sein du seul trust CGE.

Pour en arriver là, le gouvernement aura tout fait pour que cet empire du téléphone dont héritera la CGE soit une affaire « saine » — au sens du profit, bien sûr —, c'est-à-dire une affaire sans dettes et dans laquelle les coûts de production sont réduits au minimum, ou en passe de l'être, grâce aux licenciements.

Pour atteindre le premier objectif — celui d'éponger les dettes de ces entreprises qui n'en manquaient pas —, les pouvoirs publics auront eu recours à de savantes jongleries financières dans le plus pur style des magouilles financières des trusts capitalistes. Et ceci dans le seul but de faire prendre en charge la plus grande part des déficits par les finances publiques, sans que cela se voie trop.

L'opération a commencé en septembre 1983 par la formation d'une société fantôme — ou « holding », suivant le jargon plus élégant des financiers — Thomson-Télécommunications, dont la seule fonction économique était de conserver dans un coffre-fort la totalité des actions d'un certain nombre d'entreprises de la téléphonie. La plupart de ces entreprises, comme Thomson-Téléphone ou DFH (Division Faisceau Hertzien), étaient des secteurs du trust Thomson transformés en filiales autonomes pour la circonstance. D'autres, comme par exemple LTT (Lignes télégraphiques et téléphoniques), étaient déjà des filiales autonomes de Thomson.

La création de cette société holding fut l'occasion d'une première injection de capitaux de la part de l'Etat (par PTT interposés) qui versa 720 millions de francs dans la corbeille du nouveau-né, en échange de 48 % des actions de la nouvelle société. Une somme rondelette qui n'était qu'une subvention déguisée, une de plus, aux filiales de la holding. De leur côté, Thomson et CGE prenaient 40 et 12 % des actions de Thomson-Télécommunications.

Fabius, alors ministre de l'Industrie, et qui en tant que tel avait présidé à la mise en place de cette opération, se fendit alors d'une « lettre »

hypocrite, où il souhaitait qu'il y ait « moins de licenciements »... lettre qui fut suivie rapidement d'une série de plans de licenciements dans les filiales de Thomson-Télécommunications : 1000 à LTT et 5000 dans le reste de la téléphonie, répartis entre la plupart des filiales téléphoniques aussi bien de Thomson que de CIT.

Et dans ce domaine, l'atomisation des sociétés téléphoniques, en même temps que la complexité de leurs liens, a non seulement servi au gouvernement à donner aux travailleurs visés par ces mesures le sentiment qu'ils étaient isolés et peu nombreux, mais il a servi également d'argument pour justifier les prétendus impératifs pour résoudre les « difficultés économiques » de chacune d'elles prise isolément.

Sur le plan financier, l'artifice juridique de la holding et les fonds qu'il avait permis à l'Etat d'injecter dans les caisses de ses filiales se révélèrent finalement insuffisants. L'une de ces filiales, LTT, avait encore de trop gros trous à combler et, conçue comme elle l'était, la structure financière de la holding imposait encore à Thomson de participer au renflouement à 40 %. Pour éviter cette ponction, le gouvernement eut recours à un deuxième artifice.

En décembre 1984, il racheta donc 49,9 % des actions de LTT. De fait, en tant qu'actionnaire à 100 % de Thomson et de CGE, ces actions lui appartenaient



Manifestation des travailleurs de la téléphonie à Lannion en octobre 1984 : depuis, plusieurs centaines de licenciements ont été annoncés dans la région.

VALLOUREC MONTBARD (Côte d'Or)

Avec la peau des autres

A Vallourec Montbard, une usine de 1100 ouvriers qui fabrique des tubes inox, un contremaître est mort des suites de l'accident survenu le 27 avril.

Deux camarades du service Entretien réparaient une porte sur un échafaudage mobile de trois mètres de haut qui se trouvait sur la trajectoire d'un pont roulant et à proximité d'une voie ferrée qui traverse l'atelier de décapage.

Le pont, qui est commandé depuis le sol, a frôlé légèrement l'échafaudage. Cela a suffi pour le faire basculer. Les deux camarades qui étaient dessus ont pu

sauter à temps. Mais le contremaître, qui voulut empêcher l'échafaudage de s'effondrer sur la voie, se retrouva coincé par un wagon qui arrivait derrière lui au même moment. Il a été écrasé entre l'échafaudage et le wagon.

Personne ne croit à un dramatique concours de circonstances. L'entretien se fait couramment en même temps que la production. Au Décapage, où le travail est continu en 3/8 et où depuis peu deux équipes de 12 heures se succèdent le week-end, pour assurer une production maximum, pas question d'arrêter un instant pour

changer une conduite, réparer un bac, faire une quelconque réparation. Et le risque d'accident est permanent.

La direction prétend qu'elle n'a pas les moyens de faire des investissements pour la sécurité. Ses seuls efforts, ces six derniers mois, ont été pour tenter de nous convaincre de ne pas nous arrêter à la suite d'accidents de travail. Comme encouragement à cet effort : une prime exceptionnelle de sécurité de 200 F pour tout le monde !

Mais le prix payé réel, on le voit aujourd'hui, c'est le prix d'une vie, déjà.

déjà. Mais cela n'empêcha pas les PTT de verser de nouveau 120 millions en guise de paiement ! Ainsi, le gouvernement faisait coup double. D'un côté il réinjectait ces millions dans la téléphonie, en masquant leur caractère de subvention à fonds perdus. De l'autre il prenait sur lui la responsabilité financière directe de l'essentiel du renflouement de LTT. Avantage financier, mais aussi politique car, Thomson n'étant plus actionnaire de LTT qu'à 19,96 %, Thomson échappait à l'obligation légale de faire figurer le déficit de LTT dans son bilan (la limite légale est à 20 %) ce qui aurait été du plus mauvais effet pour le gouvernement !

Alors, les dirigeants de Thomson et de la CGE ont-ils jugé la situation suffisamment « assainie » pour passer

à la phase de la concentration ? Toujours est-il qu'ils ont choisi d'avancer de 18 mois la date de fusion de Thomson-Télécommunications avec CIT-Alcatel, date qui avait été initialement prévue pour le 1^{er} janvier 1987.

Une fusion qui sera d'ailleurs le prétexte à une nouvelle subvention indirecte, puisque les 48 % d'actions que détient l'Etat dans le capital de Thomson-Télécommunications lui seront payées au moyen d'actions nouvelles émises par la CGE dont... l'Etat est déjà l'unique actionnaire. En revanche, la CIT et ses actionnaires privés, eux, n'auront pas à déboursier un centime !

Au total, la constitution de cet empire téléphonique, dont le pouvoir dit fièrement qu'il serait de taille à lutter contre la concurrence étrangère,

aura coûté des milliers d'emplois aux travailleurs de la téléphonie et 840 millions de francs prélevés sur ce que paient les usagers des PTT, sans compter bien d'autres millions versés au titre des dotations officielles aux entreprises nationalisées, qui sont prévues dans le budget de l'Etat.

Le trust Thomson, avant 1981, avait la réputation de bien se porter, du fait de ses bonnes relations avec l'Etat. Entre le Giscard qui était à la tête de ce dernier et les quelques Giscard qui étaient dirigeants du premier, les affaires restaient dans la famille.

Depuis 1981-1982, la famille d'adoption socialiste — Mitterrand, Fabius, Gomez et Cie — ne se débrouille pas mal non plus.

C'est au moins la continuité dans les profits et contre les travailleurs.

EDF (Paris 15^e)

Economies

Au centre Paris-Ouest, faute d'effectifs suffisants, la direction a décidé de supprimer le relevé des compteurs de 15 000 abonnés entre le 4 et le 10 mai.

Cette décision aura plusieurs conséquences pour ces abonnés.

Premièrement, l'EDF ayant menacé certains abonnés de couper leurs fournitures de gaz et d'électricité si elle n'avait pas accès aux compteurs cette fois-ci, certains abonnés auront même pris une journée de congé pour permettre que le relevé se fasse. Ils attendront le passage du releveur en vain, car si l'EDF sait envoyer ses lettres de relance et de menace de coupure pour nonaccès aux

compteurs, elle ne se donne pas la peine, faute d'effectifs suffisants, d'avertir ces milliers d'abonnés que le relevé n'aura pas lieu ce mois-ci.

Deuxièmement, les 15 000 abonnés concernés recevront des factures sur montants estimés, au lieu de factures sur montants réels, avec tous les inconvénients que cela comporte.

Tout cela parce que la direction d'EDF-GDF, en accord avec le gouvernement, se refuse à embaucher. Rappelons en passant que le centre Paris-Ouest reçoit en moyenne chaque mois 300 demandes d'embauche...

Correspondant LO

□ HÔPITAUX

La rigueur aurait du bon

Après quatre ans de politique de rigueur, il ne vient pas à l'idée que la santé des hôpitaux s'est améliorée. Pourtant, un rapport rédigé conjointement par l'Inspection générale des Finances et l'Inspection générale des Affaires sociales — cité par le journal *Libération* du 7 mai — fait le bilan du régime imposé aux hôpitaux depuis 1981 et conclut : les restrictions budgétaires entraînent, non des difficultés de fonctionnement, mais au contraire une « *meilleure gestion* ». Et il ajoute, bien entendu, que cet effort devra être poursuivi, avec à la clé une « *gestion plus rigoureuse* » du personnel.

Peut-être qu'en effet l'enveloppe globale calculée au plus juste a incité certains directeurs d'hôpitaux à faire la chasse aux gaspillages, gâchis ou passe-droits sévissant dans leurs établissements. Peut-être que l'incurie, voire les scandales, en matière d'équipement — comme par exemple les matériels achetés à grands frais s'avérant inutiles ou inadaptés — se sont trouvés réduits. Mais de toute façon, avec un taux de progression des budgets hospitaliers qui est passé de 13,4 % en 1982 à 9 % en 1983, 7,6 % en 1984 et 5,7 % pour 1985, la prise en charge des malades n'a pas pu se trouver améliorée.

On pourrait réaliser des économies substantielles à long terme sur le coût des hospitalisations. Pour ne prendre qu'un exemple : les infections acquises à l'hôpital sont nombreuses et coûtent cher. Selon des chiffres cités par *Libération*, pour 37 hôpitaux de l'Assistance Publique, 140 à 245 millions de francs seraient annuellement dépensés pour ces infections supplémentaires qui se développent dans les services chirurgicaux, gynécologiques et en obstétrique, d'autant plus facilement qu'il y a, dans de nombreux hôpitaux, des conditions d'hygiène désastreuses, au niveau de la récupération des déchets, du circuit du linge, de la stérilisation et de la désinfection. Mais remédier à cela demanderait des équipements, du matériel supplémentaire, bref, des dépenses importantes dans l'immédiat. Et il n'en est pas question dans les propositions déposées sur les bureaux de Georgina Dufoix et de Bérégo-voy.

Ce sont bien plutôt les dépenses en personnel que le rapport vise : « *Des économies demeurent possibles en matière de personnel, par le biais d'une meilleure gestion des effectifs et d'une meilleure organisation du travail. La rigueur budgétaire accrue et*

l'absence de création de postes depuis deux ans ont d'ailleurs déjà conduit bon nombre d'hôpitaux à prendre des initiatives dans ce domaine ». Une des initiatives à suivre, selon les rapporteurs, concerne la « *productivité du personnel soignant* ». C'est ainsi qu'au niveau du département il est proposé de créer des ensembles de deux ou trois services, « *au sein desquels environ 80 % du personnel serait affecté en propre à chacun des services, tandis que les 20 % restants seraient communs à l'ensemble des services et répartis en fonction des besoins, appréciés de façon quotidienne* ». La flexibilité appliquée aux hôpitaux, ni plus, ni moins ! Et, comme si cela ne suffisait pas, le rapport engage l'administration à surveiller et réduire « *l'absentéisme injustifié* », la « *rigidité et l'unicité excessive des horaires* » et à effectuer un véritable contrôle des présences...

Le maître-mot du gouvernement en matière de santé est « *redéploiement des moyens* ». Si le terme a l'air neuf, c'est encore et toujours au détriment du personnel et sans souci du traitement des malades que cela se fera.

Annick MORIZET

□ MOTOROLA (Toulouse)

La direction s'en prend à un militant

Juste deux mois après la grève d'une partie du personnel ouvrier qui a en partie paralysé l'entreprise pendant quatre jours, la direction tente de se venger.

Elle vient de sanctionner un travailleur combatif, organisateur du Comité de grève et délégué CFDT, de cinq jours de mise à pied, après une parodie de procès et une mise en scène grossière. Et ceci pour une

faute soi-disant commise il y a deux mois, dans les minutes qui ont précédé le premier débrayage qui allait déclencher la grève.

Un lot de 1 380 transistors aurait été détruit par une soi-disant faute professionnelle de ce camarade. Pour prouver cela, la direction peut produire quatre transistors brûlés, ce qui, à 4 F pièce, fait 16 F de perte ; et elle aurait jeté les

1 376 autres...

A supposer qu'il y ait eu vraiment 1 380 transistors inutilisables, ce rebut n'aurait pu être provoqué que par un dérèglement de la machine, incontrôlable par le travailleur sanctionné.

Provocation et mensonge sont les méthodes classiques du patronat chez Motorola.

Correspondant LO

□ CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE (Rouen)

Le Comité de soutien au ministère

La sixième semaine d'action des employés de la CRAM de Rouen, mobilisés pour faire réintégrer un ouvrier licencié, a été marquée par l'entrevue entre le Comité de soutien et le ministère de la Protection sociale. Lundi 6 mai, le Comité était reçu par un attaché de cabinet du ministère de Georgina Dufoix. Il a annoncé officiellement que « *le ministère*

ne couvrirait pas la direction de la CRAM et allait exiger du directeur que le licencié soit reclassé à la CRAM ou dans un organisme de la région rouennaise. Il estime par ailleurs que la position de l'inspectrice du travail est indiscutable ». Il a promis de confirmer par écrit et de tenir le Comité au courant.

Mardi 7 mai, le personnel, réuni en AG, a accueilli avec

satisfaction les résultats de l'entrevue au ministère, mais attend des preuves concrètes de son intervention. Il a été décidé de continuer la mobilisation jusqu'à satisfaction complète. C'est ainsi que le dossier en justice suit son cours et que les actions d'information et de soutien en direction d'autres entreprises continuent.

Le fisc préfère les petits poissons aux gros : ils font moins de vagues

Spectaculaire coup de filet réalisé par les limiers de la fraude fiscale du Maine-et-Loire : en une seule opération, ils viennent de réussir à coincer 315 fraudeurs ! Chacun d'eux aura à payer un redressement fiscal de 10 000 F.

Ces dangereux malfaiteurs ne sont autres que 315 travailleurs de l'usine Thomson d'Angers qui, étant en sureffectifs, ont accepté de partir moyennant une prime de 13 mois de salaire, prime qu'ils auraient omis de déclarer au fisc, sur les con-

seils de la direction de l'usine.

Evidemment les patrons, eux, sont des habitués de l'impunité en matière de fraude fiscale. Rien d'étonnant donc qu'ils donnent un tel conseil !

Quant aux contrôleurs du fisc, c'est tellement plus facile pour eux de coincer un chômeur pour une brouille que de coincer un gros bonnet pour des millions : ça fait tout aussi bien pour l'avancement, et ça ne risque pas de mettre le ministère en émoi...

□ CÉZUS-PÉCHINEY (Jarrie)

Horaires flexibles

Le patron de l'usine Cézus, à Jarrie près de Grenoble, a un nouveau « *dada* » : un plan de modernisation, pompeusement appelé plan « *H* ».

Depuis plusieurs mois la direction multiplie les réunions avec le personnel pour expliquer la nécessité de ce plan dont l'objectif est, bien sûr, l'augmentation de la production. Le problème, c'est que la direction n'attend pas d'avoir modernisé pour augmenter la charge de travail. Et là, c'est le recours aux vieilles méthodes patronales : surcharge de travail, heures supplémentaires, pour commencer. C'est aussi la mise en place d'équipes « *d'essai* », qui travaillent en quatre équipes au lieu de cinq ; ce qui fait que le personnel concerné ne peut plus ni prendre les récupérations d'horaire ni même poser les jours de congés auxquels il a droit. Sur un autre poste de travail, c'est la mise en place du travail les samedis et dimanches : deux

journées de 12 heures payées 38 heures.

D'autre part la direction loue, pour une durée de deux ans environ, des travailleurs d'une autre usine Péchiney de la région qui a des difficultés économiques. C'est, entre autres, à ces travailleurs que la direction propose des journées de travail de 12 heures tous les week-ends. Et dans deux ans, ils seront renvoyés à leur ancienne usine, qui risque de les licencier.

Comme on peut le voir, le patron de Cézus n'a pas attendu pour mettre en place la « *flexibilité* » du travail. Pour l'instant toutes ces mesures se font au volontariat. Mais cela n'empêche pas les travailleurs de se poser des questions sur ce que les patrons pourraient essayer de leur faire accepter à l'avenir, pour aménager le travail en fonction des aléas de la production.

Correspondant LO

La
vérité,
rien que
la vérité,
mais toute
la vérité

Pour faire prendre conscience aux salariés « *du coût réel de leur travail dans l'entreprise* », un club de réflexion patronal, Entreprise et Progrès, propose de faire figurer les charges sociales payées par l'employeur sur les bulletins de salaire.

Et pourquoi pas ? Et par-dessus le marché, les P-DG pourraient rajouter sur ces fameuses feuilles de paye, le salaire qu'ils touchent, eux et les plus hauts cadres.

« Le thé au harem d'Archimède »

de Medhi Charef
et présenté par Costa Gavras

Des tours de béton, une cité de banlieue comme beaucoup d'autres, Gennevilliers, La Courneuve, Aulnay ou les Minquettes. Des jeunes, français et immigrés, qui se donnent rendez-vous devant le C 2 pour écouter de la musique ou rigoler, et qui se prennent des tesson de bouteilles sur la tête, envoyés par leurs propres parents. Ces mêmes jeunes, sans travail, traînent toute la journée dans les rues à la recherche de quelques billets qu'ils prennent dans les poches de ceux qui en ont plus qu'eux, ou se retrouvent dans les caves, leur univers, pour boire, fumer ou faire l'amour.

Telle est la trame de ce film : la vie dans une cité HLM ouvrière. Une cité dont le seul havre est un bistrot, le seul, et qui est tenu, par chance, par une patronne sympa.

Au centre de la bande, il y a surtout Pat et Madjid, l'un français, l'autre algérien, qu'une profonde amitié lie l'un à l'autre et qui ne se quittent pas d'une semelle.

Des voyous, des voleurs, des apprentis maquereaux à l'occasion. Mais des durs ? Pas vraiment, dans les faits. La vie s'est chargée de les endurcir. Mais il leur arrive de se livrer à des gamineries, de faire des niches aux passants comme des mômes, ils sont capables aussi d'amour, de tendresse, même si c'est un peu maladroit et sans grand succès.

Mais c'est la loi de la bande : ils ont un certain code de l'honneur et de la dignité. Il ne faut pas toucher à un de leurs copains ou copines. Là, ils deviennent enragés. Par contre, c'est aussi une loi bien établie que, devant les « cognes, tout le monde se réconcilie » comme dans l'univers de Brasseurs.

Mais dans la cité, il y a aussi des adultes qui ne s'en tirent pas mieux que les jeunes. Comme Josette, que son mari a quittée et qui, après une



grève, se retrouve au chômage et n'a plus un sou pour nourrir son enfant. Josette qui, désespérée, veut se jeter par la fenêtre, le soir de Noël, au milieu d'une indifférence générale et qui sera retenue in extremis par Malika, la mère de Madjid.

Malika, c'est la mama algérienne, la mère de tous les déshérités de la cité, qui est toujours là pour aider ceux qui sont au bout du rouleau, pour s'interposer entre un mari alcoolique et sa femme, ou pour raisonner son propre fils, Madjid, qui court les rues au lieu de travailler. Une femme généreuse, mais qui est elle aussi au bout du rouleau, fatiguée et découragée, même si elle fait face.

C'est un peu sa vie que Medhi Charef, réalisateur du film et qui est aussi l'auteur du livre qui porte le même nom, nous raconte. Il n'a rien

inventé, c'est nature, brut, comme le béton de la cité. Et c'est un monde qui semble sans issue. Il n'y a pas de sortie de secours. La société ne leur ouvre pas une seule porte... sauf celle des prisons pour les garçons, et celle qui mène au trottoir pour les filles.

Et les rêves de ces jeunes sont des rêves de pauvres, comme leur propre vie. Devenir des pachas bourrés de fric, comme Balou qui a raté à l'école mais est revenu dans une superbe voiture tapissée de billets de 500 F. Pat, lui, explique à ses copains que son rêve est d'aller avec Madjid sur la côte pour draguer les vieilles femmes riches qui les couvriront d'or. Tristes aspirations !

S'il peut y avoir un espoir pour ces jeunes, ce n'est pas cette société qui le leur ouvrira. Ce film le dit, nous le fait toucher du doigt.

Marie-Claude SOLAC

Films récents...

THE BOSTONIANS de James Ivory.

Des féministes dans la bonne société anglaise de Boston à la fin du 19^e siècle. Forum Arc en Ciel 1^{er} (vo), Hautefeuille 6^e (vo), George V 8^e (vo), Marignan 8^e (vo), Lumière 9^e, Trois Parnassiens 14^e (vo), 14 Juillet 15^e (vo).

ANTARTICA de Koreyoshi Kurahara

Les chiens d'une expédition scientifique luttent pour leur survie. Magnifiques images de l'Antarctique. Paramount Marivaux 2^e Paramount City Triomphe 8^e.

LA DÉCHIRURE. de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Capri 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e.

EIJANAIIKA. de Shohei Imamura.

Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX^e siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissaient alors dans le mot d'ordre « Changer le monde ».

Reflet Médicis 5^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et le film passionnant aide à connaître et apprécier la musique de Mozart.

Impérial 2^e. Vendôme 2^e (vo). Cinoches 6^e (vo). George V 8^e (vo). Escorial 13^e. Montparnos 14^e.

SOLDIER'S STORY. de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.

Opéra Night 2^e. Marignan 8^e (vo).

Sélection cinéma

EL NORTE. de Gregory Nava.

De jeunes paysans du Guatemala fuient la dictature et la misère et tentent de survivre en émigrés aux USA. Cinoches 6^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Impérial 2^e. St-Germain Studio 5^e. 14 Juillet Parnasse 6^e. Elysées Lincoln 8^e. Fauvette 13^e.

GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2^e.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. 14 Juillet Racine 6^e (vo).

... et moins récents

PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Gaité Boulevard 2^e. Danton 6^e. Biarritz 8^e. UGC Boulevards 9^e. Fauvette 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Convention St-Charles 15^e. Ranelagh 16^e.

AU-DELÀ DES MURS. d'Uri Barbash.

Dans une prison israélienne, des « droits communs » juifs et des prisonniers politiques palestiniens, que sépare un fossé de haine, finissent par fraterniser face à l'administration. Un tableau de la violence de la société israélienne, mais aussi un film d'espoir. Rex 2^e. Ciné Beaubourg 3^e (vo). Odéon 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Espace Gaité 14^e (vo).

DOCTEUR JIVAGO de David Lean

Une grande fresque à l'époque de la Révolution russe. Olympic Luxembourg 6^e (vo).

MOTS CROISÉS

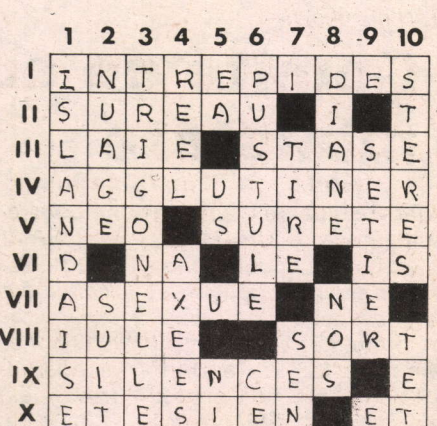
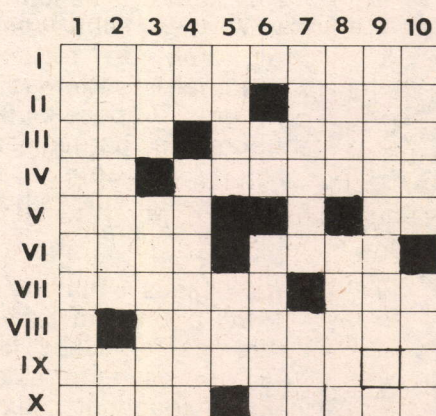
HORIZONTALEMENT

I. Dureté d'un climat rigoureux. II. Gros nuages - Celles du sud étaient synonymes d'aventures. III. Vache qui n'a pas besoin d'étable - Relâches. IV. Ils nous soutiennent - Il a eu de la chance. V. Ecrivain français (1798-1865) - Préfixe privatif. VI. Disposé - Léopard. VII. Fréquence d'un phénomène périodique - Direction. VIII. Poudras un papier servant au polissage. IX. Les tirailleurs l'étaient. X. Choisie - Gantelet garni de fer.

VERTICALEMENT

1. Mal assimilée. 2. Les enfants y sont chez eux - Article étranger. 3. Démonstratif - Contenu. 4. D'un bord à l'autre - Cadencée. 5. Ville italienne - Tête d'un gros préfixe. 6. Dans les rues - Fromage des Alpes. 7. Légèrement gris - Point dans l'eau. 8. Fleuve de Russie - Mesuras. 9. Etalait du plâtre. 10. Ville allemande - Crochet de boucher.

Solution du problème précédent



savez-vous
causer gaulois

Samedi 25, dimanche 26 et lundi 27 mai tous à la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire à Presles (Val-d'Oise)



CHAPITEAU SCIENTIFIQUE

Sous un grand chapiteau, vous trouverez de nombreuses expositions scientifiques :

« LES HOMMES ET L'UNIVERS »

L'histoire des conceptions de l'Univers. Depuis les Babyloniens, pour qui la terre était un disque plat entouré d'un fleuve Océan, un monde dont le centre était tout naturellement situé à Babylone, jusqu'au « Big Bang » en passant par Kepler, Newton, Copernic et Galilée...

Et, la nuit venue, venez observer les anneaux de Saturne.

« LE SEXE DES NOMBRES » ou « TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES MATHS SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER »

Vous pourrez enfin résoudre ce problème hindou du 8^e siècle : « Un collier s'est brisé au cours d'ébats amoureux : un tiers des perles est tombé à terre, un cinquième est resté sur la couche, un sixième a été retrouvé par la jeune femme, un dixième par l'amant, six perles sont restées attachées au cordon. Dites combien de perles comptait le collier ».

« PURGATORIUS, LUCY, HABILIS ET LES AUTRES »

Ou 70 millions d'années d'histoire des primates. Vous pourrez vous essayer à la technique difficile de la taille des silex ou — mieux — observer la dextérité des spécialistes.

« DES ALGUES AUX PLANTES »

La grande histoire de l'évolution des végétaux tout au long d'un sentier verdoyant.

« LE CERVEAU »

« SAVEZ-VOUS PARLER GAULOIS ? »

Ou comment la langue française est née et s'est transformée grâce à la diversité de multiples cultures.

« L'HOMME ET L'ALIMENTATION »

— Que manger ? Comment ? Pourquoi ?

— L'histoire de l'alimentation humaine et des aliments

— Pourquoi la faim dans le monde ?

★ ★ ★

Sans compter de nombreuses observations, des jeux, une librairie scientifique, une cafétéria pour vous relaxer et... de nombreux débats.



DES ECRIVAINS, REALISATEURS DE CINEMA, MILITANTS, SERONT PARMI NOUS POUR PRESENTER LEURS OUVRAGES, FILMS OU ACTIVITES :

Maurice RAJSFUS, auteur de *L'an prochain, la révolution* (les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945), animera un forum sur le thème : « Le Parti Communiste et l'immigration ».

Jean BERTOLINO, journaliste, écrivain, animera un débat sur « Guyane, Nouvelle-Calédonie, le fait colonial français ».

Didier DAENINCKX, auteur de romans de « Série Noire » dont *Meurtres pour mémoire*, qui évoque la guerre d'Algérie.

Olivia ZEMOR, auteur d'un ouvrage sur *La Mafia au-dessus de tout soupçon*.

Marco WOLF, auteur de *La bosse des maths est-elle une maladie mentale ?*

André WAKSMAN, réalisateur d'un film sur « La faim dans le monde ».

Roger COGGIO et Fanny COTTENÇON parleront du « cinéma populaire ».

Maurice PAGAT, secrétaire général du syndicat des chômeurs, organisera un forum sur le thème : « Les chômeurs, le mouvement syndical et les organisations révolutionnaires ».

A la Pentecôte, les samedi 25, dimanche 26 et lundi 27 mai, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire ont décidé — comme cela s'est déjà produit dans le passé — d'organiser une grande fête en commun. En associant leurs efforts, LO et la LCR feront de cette manifestation un vaste rassemblement politique, qui sera en même temps une fête d'autant plus riche et plus variée.

Rassemblement politique d'abord car, pour l'extrême-gauche révolutionnaire, le fait de réunir des milliers, voire des dizaines de milliers de participants est une preuve de la vitalité du courant révolutionnaire. Rassemblement politique aussi, car la fête ce sera l'occasion de nombreux débats, de confrontations, de discussions fraternelles avec les militants de LO et de la LCR ainsi qu'avec des dizaines de formations politiques invitées qui viendront de France et des quatre coins du monde.

Mais ce sera aussi une fête, c'est-à-dire un moment de gaieté, de détente, de fraternité. Pour accueillir les visiteurs tout est prévu : plus de 300 stands de jeux, d'artisanat, de spécialités culinaires — et même gastronomiques — des podiums avec plusieurs spectacles en permanence (chant, danse, théâtre...), des cinémas, un bal de nuit, des expositions scientifiques, des librairies, etc.

Cette page et la suivante vous fournissent les premières informations concernant le programme de la fête.

PLACE AUX JEUNES !

Les petits ont leur fête dans la fête.

Les moins de 3 ans seront accueillis à la « crèche »... révolutionnaire.

Les plus de 3 ans pourront laisser leurs parents se débrouiller seuls dans la fête et rejoindre ainsi, en toute tranquillité, la « Place aux Jeunes ». Spécialement aménagée pour eux, une multitude d'activités les y attend : collage, modelage, peinture, des jeux de toutes sortes, des poneys, du cinéma... Et des camarades pour s'occuper d'eux, tout prêts, le temps de la fête, à retrouver leur enfance.



DEPART DES CARS DE PROVINCE

LYON : samedi 25 mai, 5 h 30 — Place Antonin-Poncet devant la poste centrale.

BORDEAUX : samedi 25 mai, 5 h — Place Francis-de-Pressensé.

ANGOULEME : samedi 25 mai, 6 h 30 — Parking hôpital Girac.

GRENOBLE : vendredi 24 mai, 21 h 15, gare routière (près de la gare SNCF).

LIMOGES : samedi 25 mai, 4 h 45 — Champ de Juillet.

NEVERS : samedi 25 mai, 5 h — Parking hôtel PLM.

BOURGES : samedi 25 mai, 5 h 30 — Parking du centre nautique ; 6 h 15 — Parking du centre nautique.

Dimanche 26 mai, 6 h — Parking du centre nautique.

VIERZON : samedi 25 mai, 6 h — gare SNCF ; 6 h 45 — devant le lycée technique ; dimanche 26 mai, 6 h 30 — gare SNCF.

ORLEANS : samedi 25 mai, 7 h 30 — Maison du tourisme ; 7 h 45 — Maison du tourisme ; dimanche 26 mai, 7 h 30 — Maison du tourisme.

Samedi 25, dimanche 26 et lundi 27 mai tous à la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire à Presles (Val-d'Oise)



Spectacle permanent pendant trois jours sur les scènes du grand podium, du théâtre, ainsi que dans les allées.



SAMEDI

Pascal ROBIN (chansons)
IZURAN (musique berbère)
Folklore de Turquie (ballet)
Marianne SERGENT (humour)
Luther ALLISON (blues)

SQUARE (rock)
Jacqueline CHARTON (chansons réalistes).

Jean KERGRIST joue « le clown informatique »
Yves LE REST (chansons)

IL GRUPPO TEATRO LABORATORIO de VERONE (Commedia dell'Arte)

Daniel DUROY (chansons et sketches)

THEATRE A BATIR (trapèze et théâtre)

O'OSKO (musique des Andes)

Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre animent la Guinguette.

DIMANCHE

Jean KERGRIST joue « le clown COCOGEMA »
Anne SYLVESTRE
AGOUTI (ballet antillais)
Itri AMELAL et YOUNGOURTEN (musique berbère)
Francis LALANNE
HIZAR (chants et musique de Kabylie)

IL GRUPPO TEATRO LABORATORIO de VERONE (Commedia dell'Arte)
BELLEBUE BANLIEUE BLUES
LE CIRQUE DE L'AMOUR
LES POINCHEVEAUX (folk)
O'OSKO (musique des Andes)
Laurette FABER et BLOC-NOTES (vieilles chansons françaises)
THEATRE A BATIR (trapèze et théâtre)
LES REMOULEURS de COMPLAINTES (chansons à l'orgue de barbarie)

Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre animent la Guinguette
Dans la nuit du dimanche au lundi : deux bals-discothèques.

LUNDI

PAICAVI (musique des Andes)
Francesca SOLLEVILLE
Karim KACEL

WOOPIE MAKERS (jazz et rock)
EDUCA (sketches)

CHIMES (bebop)
POTJIMICO (musique brésilienne)

Christine COSTA (chansons)
Jean-Claude FRANÇOIS (humour)

IL GRUPPO TEATRO LABORATORIO de VERONE (Commedia dell'Arte)

Jean KERGRIST joue « le clown informatique »

LES REMOULEURS de COMPLAINTES (chansons à l'orgue de barbarie)

Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre animent la Guinguette

THEATRE A BATIR (trapèze et théâtre)

ESPACE POLITIQUE

Cette année, la plupart des stands politiques seront rassemblés sous un grand chapiteau et à ses alentours. Là surtout se tiendront les expositions et débats politiques.

Ce sera un grand forum permanent.

JAZZ CITY

Concerts tous les jours de 13 h à 23 h.

SAMEDI

Jean-Paul MILLIER (piano solo)
P. KUCHESPERGER et T. MONCHENY (duo de guitares).

DIMANCHE

« Bœuf » avec Claude LOUIS et ses invités

Bruno MICHELLI (piano solo)
le groupe PANTACRUEL

le sextet INTERLUBIES soirée « Blues »

LUNDI

le quartet SERENE

Et animation les matins : jeux, histoire du jazz...

CITE DU SPORT

Pour les amateurs :

DEMONSTRATION ET INITIATION

— Boxe française

— Judo

— Lutte libre et lutte gréco-romaine

— Démonstration de cannes (variante de la boxe française).

DANSE

FOOTING (La Flèche Rouge) dimanche matin à 9 h.

Et pour ceux qui préfèrent s'en tenir à la théorie :

EXPOSITION SUR LE SPORT

CARS GRATUITS POUR LA RÉGION PARISIENNE

Vous pouvez venir à la fête en train (départ Gare du Nord) ou en voiture. Mais le mieux, pour éviter les difficultés de stationnement, et le moins cher est d'utiliser le service de cars gratuits mis à votre disposition au départ de la Porte de la Chapelle.

Procurez-vous des cartes d'entrée pour les trois jours de la fête auprès de nos militants. Achetée d'avance, la carte vous coûtera 32 F. Sur place, le prix d'entrée sera de 40 F.